iRES
Institut de Recherches Économiques et Sociales

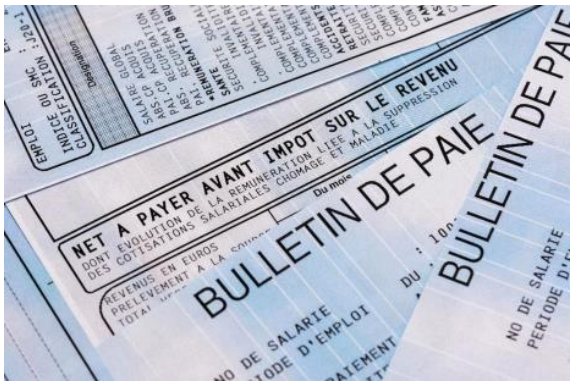
RAPPORT D'ACTIVITÉ
CCR TOME 1

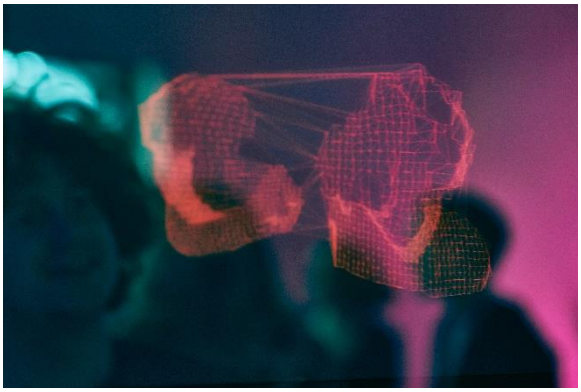
18 mars 2024

Centre Commun de Recherche
Bilan 2023 & perspectives 2024
Axes principaux

Approuvé à l'Assemblée générale du 18 mars 2024









16, bd du Mont d'Est ▪ 93192 Noisy-le-Grand Cedex
Tél. : +33 (0)1 48 15 18 90 ▪ E-mail : contact@ires.fr ▪ www.ires.fr

SOMMAIRE

Introduction 5

Relations professionnelles et syndicalisme 9

Travail et conditions de travail 17

Emploi, chômage et politique d'emploi 25

Salaire, revenu et protection sociale 31

Transformations des systèmes productifs, macroéconomie 39

Activités transversales 45

La Chronique internationale de l'IRES 45

La Revue de l'IRES 47

Éclairages 49

Documents de travail et rapports de l'IRES 50

Le Séminaire international de l'IRES 51

Journées organisées par l'IRES 52

Communication 53

Interventions de l'équipe de recherche 56

Conventions de recherches en cours 69

L'équipe de l'IRES en janvier 2024 71

Introduction

Le document de présentation du bilan et des perspectives 2024 a été profondément remanié pour s'efforcer de rendre plus efficaces la présentation et la reconnaissance de nos recherches et de leurs résultats.

Sur la forme, il s'agit de présenter des synthèses courtes par axe thématique accompagnée, dans un Tome 2 du rapport d'activité, d'une description précise des projets sous forme de fiches ;[1] ce qui permettra aux spécialistes ou aux curieux de bénéficier d'informations détaillées sur l'équipe responsable du projet et sur ses différentes dimensions : contenu, méthodologie, temporalité, valorisation, partenariats, et leur financement éventuel.

Les thématiques ont aussi été revues pour tenir compte des évolutions récentes de travaux de l'Ires. Cinq axes « principaux » permettent de répartir les différents projets et autres activités : (1) Relations professionnelles et syndicalisme ; (2) Travail et conditions de travail ; (3) Salaire, revenus et protection sociale (4) Emploi, chômage et politique d'emploi (4) Transformation du système productif et macroéconomie. Cette nouvelle structuration permettra de dégager des perspectives de moyen terme dans un deuxième temps.

Ces thématiques ont leur cohérence, mais sont loin d'être cloisonnées. Certains projets traversent plusieurs domaines que ce soit de manière ponctuelle, une année donnée, ou pérenne. Ainsi, au-delà de l'axe même « Relations professionnelles et syndicalisme », les travaux de l'Ires portent une attention forte aux rôles des acteurs, en particulier ceux de la représentation des travailleurs. Cette attention se retrouve pratiquement dans tous les axes précédemment cités. Pour donner quelques exemples, la question des bas salaires renvoie aux questions de revenus pour les travailleurs, mais elle interroge aussi la politique conventionnelle et son impact ; la question du numérique est aussi abordée sous l'angle du dialogue social et pas uniquement sur celui de la transformation du système productif ; c'est aussi le cas concernant le travail et les conditions de travail ou même encore les transformations du système productif. Pour ne citer que quelques exemples.

L'autre dimension qui traverse les différents domaines et qui est caractéristique de travaux de l'Ires est l'approche internationale (cf. encadré). Cette dimension est évidemment d'abord portée par l'animation de la Chronique internationale et celle du séminaire international qui réunit chercheurs et acteurs. Mais cette approche s'inscrit aussi dans de nombreux travaux de longue haleine. Ces travaux impliquent des partenariats internationaux avec membres du réseau TURI, mais aussi au-delà.

Cette année, l'accent a porté sur la prise en charge de la question de l'impact de la double transition : transition numérique et transition environnementale. Si la première nourrit l'activité de l'Ires depuis plusieurs années (sur la question des plateformes ou des impacts de l'IA) ; la dernière est plus récente et sera conduite à se renforcer dans les prochains exercices. De ce point de vue, le numéro spécial de

[1] Nota Bene : les fiches sont numérotées dans l'ordre de leur thématique pour les retrouver plus facilement : (R) Relations professionnelles et syndicalisme ; (T) Travail et conditions de travail ; (S) Salaire, revenus et protection sociale (E) Emploi, chômage et politique d'emploi (M) Transformation du système productif et macroéconomie

la Chronique internationale « Les syndicats face aux défis environnementaux » constitue une première pierre pour nourrir les programmes de travail futurs. Ces transformations touchent à la fois les questions de dialogue social, mais aussi de transformation du système productif, de protection sociale et constitue un défi pour la représentation des travailleurs.

L'autre dimension, liée à la fois aux évolutions démographiques, économiques et sociétales, est l'importance du « care » dans les travaux récents de l'Ires. Elle touche à la fois aux questions de protection sociale ; de revenus (de bas salaire pour dire les choses) et des conditions de travail des personnes engagées dans ces activités.

Par la suite, le document est présenté de la façon suivante. Les cinq domaines sont présentés successivement, puis viennent les activités de publication, d'organisation de journées et de communications. Ces présentations, qui se veulent très synthétiques, renvoient à des fiches détaillées, que l'on trouve dans le Tome 2.

Nous espérons que cette refonte permettra une lecture plus fluide d'un programme d'une grande richesse qui articule à la fois des questions d'actualité et des questions de plus long terme.

Encadré : Axe transversal : La comparaison internationale et une recherche ouverte à l'international

Dès 1989, le programme scientifique à moyen terme de l'IRES soulignait l'importance de la méthode de la comparaison internationale en tant qu'approche essentielle pour la production scientifique de l'institut. Depuis, cette approche a été constamment mobilisée, produisant des résultats novateurs sur l'ensemble des domaines de recherche couverts par les chercheur·es de l'IRES1. Pour se limiter aux dix dernières années, on peut citer le numéro spécial de la Revue de l'ires paru à l'occasion des 30 ans de l'institut ; les travaux quantitatifs sur méthode de cas type et d'analyse économique statistique (sur les salaires, revenu minimum, […]) ; les études sur les politiques familiales, les systèmes de retraite et de manière plus générale en lien avec la protection sociale ou encore sur les effets des politiques d'austérité. D'autres études ont porté sur la négociation des salaires en Europe et sur la décentralisation de la négociation collective. L'approche comparative a aussi été mise au bénéfice d'une recherche pluridisciplinaire sur le syndicalisme dans le secteur des plateformes en France et en Italie.

Le fait que ces comparaisons internationales reposent sur une pluralité de méthodes, à la fois quantitatives et qualitatives, participe au foisonnement et à la richesse des travaux de l'Institut.

Plus récemment, la comparaison internationale a permis d'éclairer les politiques sociales sur la monoparentalité (fiche S2), à travers un projet de recherche auquel a contribué A. Math. Un regard de recherche internationale y est mobilisé pour compléter la revue de littérature administrative et scientifique francophone portant sur la construction de la monoparentalité. A. Math a eu recours à la comparaison internationale, sur le plan européen, aussi dans son travail avec C. Collombet, portant sur l'accueil de la petite enfance (fiche, S3). La recherche sur les « régimes d'autonomie dans le soin de longue durée » à laquelle participent A. Trenta et V. Mellado combine une analyse comparée de l'action publique en matière d'accompagnement avec une analyse des débats et discours sociaux qui les alimentent (fiche S11). Un autre travail, mené par T. Coutrot, C. Perez et A. Parent-Thirion vise, à l'aide de l'enquête européenne sur les conditions de travail de 2022, à comparer le sens du travail entre pays et, au sein des pays, entre types de

professions. Il se fond sur la conceptualisation et les choix d'indicateurs statistiques déjà réalisés dans leurs travaux précédents, en les adaptant à la nature de l'enquête européenne (fiche T12).

Les relations professionnelles et le syndicalisme sont un autre domaine où la comparaison internationale a été historiquement mobilisée au sein de l'IRES. Ici y domine souvent une approche qualitative. La contribution d'U. Rehfeldt et de C. Vincent à l'ouvrage sur l'état du syndicalisme dans l'Union Européenne, coordonné par l'Institut syndical européen s'inscrit dans une démarche de commande d'expertise nationale dont l'objectif est de classer les différentes situations nationales en fonction de leur trajectoire et d'identifier des pistes de revitalisation syndicale. L'ouvrage sur la décentralisation de la négociation collective vers l'entreprise dans huit pays de l'U.E. (fiche R6), auquel ont participé M. Kahmann et C. Vincent, dépasse la démarché de classification par pays. À la suite des monographies nationales, des équipes de recherche internationales se sont formées autour de différentes problématiques. Le travail comparatif engagé a alors permis d'enrichir considérablement la problématique initiale, aboutissant à des interrogations sur le poids des caractéristiques sectorielles, les équilibres entre syndicats et works councils et le rôle syndical dans la négociation d'entreprise. Enfin, l'étude concernant l'impact du Brexit sur les Comités d'entreprise européens (CEE), auquel participent A. Frisone, K. Guillas-Cavan et M. Kahmann, a aussi une importante dimension comparative (fiche R7). Tout en ciblant un objet transnational, cette recherche se construit autour de l'analyse comparative de seize CEE choisis à partir d'une typologie d'impacts du Brexit et leur appartenance nationale (Allemagne, France, Royaume-Uni).

Si dans les productions des travaux de l'IRES la comparaison internationale demeure centrale, il ne faut pas négliger que l'institut participe aussi à la réflexion sur l'usage de cette approche, notamment en matière de syndicalisme et de relations professionnelles. Ainsi, en juin 2023, l'IRES à animé, avec le RT 18, les laboratoires de recherche DySoLab et IDHE.S, une journée d'étude sur le syndicalisme, les conflits du travail et les relations professionnelles à l'international.

Mais la spécificité de l'IRES réside aussi dans la combinaison entre comparaison internationale et suivi de l'actualité socio- économique à l'international, une approche qui est à l'origine de l'une des deux publications de l'institut : la Chronique internationale de l'IRES. Publication unique en son genre, la Chronique internationale rassemble des contributions par pays et, notamment lors des numéros spéciaux, permet d'aboutir à des comparaisons internationales censées nourrir le débat syndical et académique sur des enjeux spécifiques. En 2023, le numéro 184 coordonné par T. Coutrot et C. Nizzoli (à paraître en 2024), a été consacré aux relations que les organisations syndicales de différents pays entretiennent avec la question environnementale (fiche R4). Ce numéro approfondit les interrogations soulevées par le cycle 2023-2024 du Séminaire international de l'IRES, consacré à la même thématique et coordonné par M. Kahmann et C. Nizzoli, qui est l'un des rares séminaires de recherche, en France, à apporter un regard international sur des phénomènes liés au syndicalisme tel qu'il s'exprime dans des pays étrangers.

Pour terminer, la comparaison internationale, ainsi que le regard que les chercheur·es de l'institut portent sur l'international, notamment au travers de leur implication dans la Chronique de l'IRES, bénéficient des collaborations avec d'autres instituts de recherche et de l'intégration de l'IRES à des réseaux de recherche internationaux (ETUI-TURI, ETUI-Worker Participation in Europe).

Relations professionnelles et syndicalisme

Depuis les années 1980, les institutions, acteurs et normes des relations professionnelles ayant caractérisé le compromis social d'après-guerre ont fortement évolué sous la pression des politiques publiques néolibérales, la mondialisation de l'économie, la désintégration des entreprises et du changement technologique et social. Depuis sa création, l'IRES cherche à rendre compte de ses mutations, tout en travaillant plus globalement sur les pratiques et stratégies syndicales. Les activités des chercheurs et chercheuses en 2023 s'inscrivent pour la plupart dans la continuité des thématiques de recherche investies depuis longtemps par l'IRES, tout en variant les méthodes, les objets et les approches afin de de rester au plus près des évolutions sociales et scientifiques. La pluridisciplinarité s'est aussi renforcée avec le recrutement de nouvelles chercheures, ce qui a permis la production de travaux novateurs s'inspirant de plusieurs disciplines.

Les travaux menés par les chercheurs et chercheuses de l'IRES se regroupent autour de quatre thématiques principales.

La *négociation collective* a été abordée prioritairement sous l'angle du rôle de la décentralisation de la négociation collective de branche pour les relations sociales en France. N. Delahaie (IRES), A. Fretel (IRES) et H. Petit (Cnam, Lirsa et Ceet) ont continué à valoriser leurs travaux sur l'impact des réformes institutionnelles visant à promouvoir la négociation collective au niveau de l'entreprise sur la régulation salariale de branche (fiche R3). Leur enquête basée sur une mobilisation croisée de l'enquête Relations professionnelles et négociation d'entreprise 2017 (DARES-REPONSE) et d'enquêtes de terrain menées dans la branche du commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire et celle des bureaux d'études, donnent à voir la permanence et la multiplicité des rôles de la branche. La branche semble donc toujours exercer un rôle essentiel de protection pour les salariés les moins bien rémunérés mais elle a également joué un rôle de ressource sur de nombreux thèmes. En 2024, un nouveau projet de recherche sera mené par N. Delahaie et H. Petit sur la dynamique de négociation collective de branche en partenariat avec France Stratégie, la DARES et la DGT (fiche R14).

A partir d'une entrée monographique d'entreprise en France, les travaux de M. Kahmann (IRES) et C. Vincent (IRES) ont interrogé la décentralisation de la négociation sous l'angle des stratégies d'acteurs d'entreprise (fiche R6). La participation à un projet de comparaison internationale a été l'occasion de mettre en perspective les expériences françaises. Il confirme que la disparition de la négociation de branche en Europe au profit de l'entreprise n'est pas à l'ordre du jour dans les 8 pays européens observés, mais que dans ceux dominés par la négociation de branche le niveau d'entreprise a pris de l'importance, aboutissant à une érosion de son rôle plus au moins poussée. Enfin, un projet européen sur la mise en œuvre des directives européennes de 2014 sur les clauses sociales dans les marchés publics s'intéresse à l'effectivité des politiques publiques destinées à renforcer la négociation collective et le dialogue social dans cinq pays de l'U.E (fiche R13). L'enquête de C. Vincent montre les difficultés des fédérations syndicales de la fonction publique à peser sur le contenu des contrats de marchés publics ainsi que sur les conditions de travail et d'emploi des salariés des entreprises chômage (Eclairages #028).

Un travail historique de J. Freyssinet sur la négociation collective interroge le sens à donner aux dispositions de la troisième loi Auroux en matière de négociation d'entreprise dérogatoire (Eclairages

#025). Il a aussi mené un travail sur la négociation à partir d'une entrée intersectorielle. Celui-ci porte sur la mort périodiquement annoncée du paritarisme (Eclairages #28). Après la vérification du diagnostic en matière de formation professionnelle, il s'interroge sur le sort que réservera le gouvernement aux accords sur les retraites complémentaires et l'assurance chômage. Ce travail a été précédé par un autre qui tire des leçons des expériences passées en matière de construction d'un "dialogue social paritaire" (Document de travail de l'IRES n° 01-2023 ; Eclairages #26). Sous l'angle historique également, M. Tallard et C. Vincent se sont attachées à analyser une facette du "tripartisme à la française" à l'aune du rôle fermentent incitatif de l'Etat dans les négociations de salaire et des déroulements de carrières lors du déploiement par le ministère du Travail de la politique bas et moyens salaires entre 1991 et 1992 (voir aussi axe salaire, revenus et protection sociale, fiche S8).

La représentation des travailleurs et travailleuses dans l'entreprise a été abordée sous des angles divers. La recherche de F. X. Devetter (IRES), N. Thévenot, M. Greymond, C. Perez, C. Perraudin et J. Valentin a cherché à rendre compte des formes de représentation collective et des niveaux de dialogue social selon l'inscription des établissements dans les rapports de dépendance (économique, organisationnelle, financière) (fiche T8). Cette étude utilise l'enquête REPONSE 2017 (DARES) pour quantifier les entreprises « éclatées » ainsi que les instances de représentation collective qui s'y déploient. Des monographies d'entreprises sont mobilisées pour illustrer la diversité des stratégies de modelage institutionnel des directions dans la mise en place d'instances centralisées.

Sous l'angle de l'impact des « Ordonnances Macron » sur le dialogue social d'entreprise et le militantisme, K. Guillas-Cavan (IRES), F. Lerais (IRES), C. Nizzoli (IRES) et S. Béroud se sont penché.es sur le secteur du transport urbain de passagers (fiche R1). L'entrée par la catégorie analytique de travail syndical a permis d'éclairer la façon dont la fusion des IRP se répercute sur l'activité syndicale au quotidien, alors que les enjeux d'une représentation de proximité sont forts dans ce secteur. La mise en place du CSE s'inscrit ainsi dans un processus long et continu d'affaiblissement de la représentation syndicale et d'éloignement du terrain. Sous l'angle de l'impact des réformes des instances se situe aussi le numéro spécial de la revue « Entreprises et histoire », coordonné par O. Join-Lambert et F. Lerais (fiche R5). Les neuf articles s'intéressent en particulier aux conséquences du passage au CSE en fonction des trajectoires, allant du secteur privé au secteur public et nationalisé, ou d'administrations à entreprises.

La question de l'impact d'un changement règlementaire sur la représentation dans l'entreprise anime aussi le projet auquel participent A. Frisone (IRES), K. Guillas-Cavan, M. Kahmann, M. Hauptmeier, M. Hertwig, F. Fuchs, et P. Witzack (fiche R7). Qu'advient-il des Comités européens allemands, britanniques et allemands concernés par le Brexit ? Le projet utilise le prisme de la théorie institutionnelle pour comprendre la manière dont les CEE sont transformés, maintenus ou abandonnés.

Les *stratégies syndicales de représentation des travailleurs et travailleuses* ont été abordées surtout sous l'angle de la précarité. Les travaux sur le syndicalisme dans les secteurs du nettoyage - notamment à travers la thèse et la publication d'un article de S. Doumenc dans la revue de l'Ires en 2023 - de l'aide à domicile (fiche S10, T3, T4) ou des EHPAD (fiche R11) – secteurs peuplés majoritairement par une main-d'œuvre féminine, souvent immigrée et / ou racisée – permettent d'appréhender les facteurs qui font obstacle à la syndicalisation et à la représentation des travailleuses et travailleurs précaires, tout en proposant des pistes d'analyse permettant d'engager une réflexion sur les possibilités de renouveau du syndicalisme. Un projet comparatif de M. Kahmann et T. Haipeter

soumis à la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* s'interroge sur les pratiques et stratégies syndicales et patronales en matière de migration du travail en France et en Allemagne (fiche R12).

La recherche menée par F.X. Devetter (IRES), S. Doumenc (IRES), A. Magnan (IRES) et A. Trenta (IRES) choisit une entrée par la fragmentation du marché de l'emploi. L'ambition de cette recherche est de mettre en perspective deux secteurs d'activité principalement féminin : les services à la personne (aide à domicile, assistante maternelle) et l'éducation (ensemble des professionnelles intervenant dans les écoles maternelles) (fiche T3). L'objectif est d'identifier la manière dont les différents types de fragmentation (des temps, des lieux et des statuts) façonnent le rapport au travail et au syndicalisme.

Dans les travaux relatifs à la double transformation, numérique et écologique se sont penchés plusieurs projets qui visent à générer des connaissances pratiques et des outils allant prioritairement en direction des organisations syndicales.

Plusieurs projets structurants ont été conduits sur les enjeux du dialogue social dans le contexte de la transformation numérique. Le projet SECOIA DEAL (SErvir la COnfiance dans l'Intelligence Artificielle par le Dialogue, fiche R8) , de dimension européenne et co-financé par l'Union européenne, a été piloté par la CFE-CGC). SECOIA Deal s'est attaché à explorer les transformations engendrées par l'IA sous l'angle économique, en questionnant la création et le partage de la valeur, et sous l'aspect organisationnel, en s'intéressant aux conséquences managériales et à l'évolution des compétences des managers dans le contexte du déploiement de l'IA. Les travaux ont mis en évidence des spécificités de l'IA qu'il convient de considérer pour un dialogue social amené à « se professionnaliser ». Lors de la conférence finale du projet à Bruxelles le 17 janvier 2023, la communauté SECOIA Deal a publié un manifeste et rendu public son rapport au printemps 2023, expliquant et détaillant les propositions du projet pour une diffusion dans l'ensemble des pays membres.

Deux suites ont été données à ce projet. Le premier s'inscrit dans le cadre d'une agence d'objectif de la CFE-CGC. Il est mené par O. Chagny (IRES), L. Matthys (CFE-CGC) et N. Blanc (CFE-CGC) et vise à mettre à l'œuvre un « bac à sable » d'acceptabilité de l'IA l'entreprise (fiche R10).

Le second projet, DIALIA (fiche R9) ; coordonné par l'IRES (Odile Chagny, Pierrette Howayek) bénéficie d'un cofinancement de l'(ANACT dans le cadre de la Fabrique des conditions de travail et Organisation ,« le dispositif d'innovation de l'Anact pour repérer, faire émerger et valoriser des projets d'amélioration des conditions de travail ». Le projet est mené en partenariat avec quatre organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CGT UGICT FO Cadres). Il vise à contribuer à déployer un cadre méthodologique partagé pour faire du développement du dialogue social technologique au travail et de la déclinaison de l'accord cadre européen de 2020 sur la numérisation du travail (volet IA) un levier opérationnel de la transformation numérique. Le projet vise à constituer un réseau élargi d'acteurs parties prenantes du dialogue social technologique, opérer un travail de veille et de partage des pratiques, construire un référentiel méthodologique de déclinaison de l'accord cadre européen sur la numérisation (IA), identifier, à un niveau local, des cas d'usage en vue de tester la méthodologie de déclinaison de l'accord cadre européen.

Le projet de C. Sauviat (IRES) et C. Serfati (IRES) engage une réflexion sur la politique industrielle française en matière de numérisation dans deux secteurs industriels, les télécoms et la pharmacie, qui

comprend un volet sur le rôle syndical – minoré comparé à l'Allemagne - au sein des dispositifs institutionnels de mise en place de l'Industrie du Futur (fiche M3).

Le Séminaire international de l'IRES, coordonné par M. Kahmann et C. Nizzoli, a organisé un cycle de séances dédiées aux pratiques syndicales face à la crise écologique. Le numéro spécial 184 de la Chronique internationale, coordonné par T. Coutrot (IRES) et C. Nizzoli, prolonge cette interrogation à partir d'une analyse de sept cas nationaux. Il met en lumière les raisons structurelles qui entravent l'intégration de la question écologique dans l'action syndicale, mais aussi les facteurs pouvant la favoriser. La variété des stratégies est illustrée à travers une typologie construite sur la base du degré de prise en compte de la question environnementale de la part des organisations syndicales (fiche R4).

Les projets cités sont à des stades différents dans le triptyque démarrage-recherche-valorisation.

- Au mois de juin 2024 un colloque du RT-18 (dont l'IRES fait partie par le biais de l'un de ses membres) est envisagé sur la thématique du « retour du syndicalisme » en repartant des deux derniers grands mouvements sociaux en France, le mouvement des Gilets jaunes et celui contre la réforme des retraites.
- L'Ires participe, par l'un de ses membres, à la programmation du séminaire Symmet (Syndicalisme, méthodes, théories, terrains). En 2023-2024, le séminaire a retenu pour thématique la question des « Transformation du travail et de sa représentation : perspectives comparées ». Après une journée d'étude organisée en 2020 et consacrée aux méthodes d'enquêtes dans le champ des relations professionnelles, un ouvrage collectif, intitulé *Enquêter sur les relations professionnelles. Méthodes, outils, terrains,* va très prochainement paraître aux Editions ENS de Lyon.

Sommaire des fiches principales

✓ [Fiche R1] Un travail syndical sur ordonnances ? De la représentation des salarié·es dans le transport urbain de voyageurs

✓ [Fiche R2] Entreprise « éclatée » et périmètre de la représentation collective

✓ [Fiche R3] Articulation entre négociations de branche et d'entreprise

✓ [Fiche R4] Les syndicats face à aux défis environnementaux

✓ [Fiche R5] Evolution des CSE

✓ [Fiche R6] Comparisons in decentralised bargaining: towards new relations between unions and works councils?

- [Fiche R7] Comités d'entreprise européens après le Brexit : stabilité institutionnelle, changement et disparition dans les relations de travail transnationales (EWCaB)
- [Fiche R8] SecoIA Deal : servir la confiance dans l'IA par le dialogue
- [Fiche R9] DIALIA - Dialoguer sur l'IA
- [Fiche R10] Le dialogue social, la nécessaire gouvernance ascendante de l'IA dans les entreprises
- [Fiche R11] Stratégies syndicales dans le travail de care
- [Fiche R12] Migrations du travail, acteurs sociaux
- [Fiche R13] Les transformations des relations d'emplois dans les fonctions publiques

❑ [Fiche R14] Dialogue social de branche : permanence, dynamique et articulation avec les autres niveaux de négociation. Une approche par données quantitatives

Légende :

✓ Terminé, valorisation en cours

- En cours

❑ Nouveau

Articles parus sur ce thème dans les publications de l'IRES

- Par les chercheurs de l'Ires :

Freyssinet J. (2023) : L'agenda social paritaire : un projet de régulation autonome, Document de travail 01-2023

Freyssinet J. (2023) L'agenda social paritaire : un projet de régulation interprofessionnelle », Revue de l'IRES, n°109, 2023/1, p.115-145.

Freyssinet J. (2023) « La troisième loi Auroux et la négociation d'entreprise dérogatoire », Eclairages, n°25, Avril 2023.

Freyssinet J. (2023) « Qui définit l'agenda social ? », Eclairages, n°26, Juin 2023. « Mort du paritarisme ? Eclairages, n°28, Novembre 2023.

Freyssinet J. (2023) « Royaume-Uni. Immigration : priorité au politique ou à l'économique ? Chronique internationale de l'IRES, n°181, mars 2023, p.17-34.

Guillas-Cavan, K/Autriche - 20e congrès de l'ÖGB et changement climatique : vers un syndicalisme de transformation sociale ? n-CI 183

Kahmann M. (2023), Allemagne : Les syndicats, co-acteurs de la transition écologique, Chronique internationale de l'IRES, no. 184, p. 105-126.

Sauviat C. États-Unis - Des négociations collectives sous contraintes dans le fret ferroviaire, Sauviat, CI-181

- Par des chercheurs extérieurs :

Québec - Les relations professionnelles à l'heure de la pénurie de main-d'œuvre, Patrice Jalette, CI-181

États-Unis - Des négociations collectives sous contraintes dans le fret ferroviaire, Catherine Sauviat, CI-181

Royaume-Uni - Le gouvernement britannique veut restreindre le droit de grève en réponse à un mouvement social historique, Heather Connolly-CI 182

États-Unis - La mobilisation d'une catégorie de travailleurs et travailleuses précaires des universités : le cas des gradworkers, Marie A. Ménard-183

Grèce - La loi de 2021 : droits syndicaux sous pression et réactions syndicales, Christina Karakioulafis, cI-183

Autriche - 20e congrès de l'ÖGB et changement climatique : vers un syndicalisme de transformation sociale ? Kevin Guillas-Cavan-CI 183

Allemagne - Les stratégies d'IG Metall en matière de négociation collective : à l'est, rien de nouveau ? Michael Whittall, Ingrid Artus, Andreas Fisher et Judith Holland CI-183

- Dans le cadre de l'Agence d'objectifs :

Quelles pratiques pour le dialogue social en entreprise sur la transition écologique ? octobre 2023, Olivier CHABROL, Dara JOUANNEAUX, Raphaëlle MICHELOT

Actions syndicales interprofessionnelles territoriales, Juin 2023, Emmanuelle CHABBERT, Jussara FREIRE, Frédéric REY (coord.)

La parentalité dans la négociation collective en France : quelles dynamiques en temps de crise ? avril 2023, Cécile GUILLAUME, Sophie POCHIC

Achats responsables : Quels leviers d'action syndicale ? avril 2023, A2 Consulting

L'ordonnance de 2017 sur le CSE : un affaiblissement de la démocratie sociale en entreprise, janvier 2023, Emmanuelle CHABBERT, Frédéric REY, Pascal THOBOIS

Dialogue social transnational et devoir de vigilance : quelles complémentarités ? novembre 2023 Bourguignon et al.

Militant.e.s de l'UNSA, Mars 2023, Centre Henri AIGUEPERSE, Denis ADAM

Autres publications des chercheurs de l'Ires

Belén A., Ramos N., Vincent C. (2023), "Interplay between State and Collective Bargaining, Comparing France and Spain", in Tros F. (ed.) Pathways in Decentralised Collective Bargaining in Europe, Amsterdam University Press, Amsterdam.

Bruna M., Vincent C. (2024), "The generalisation of health insurance coverage in companies: a largely deceptive process", in Batifoulier P., Del Sol M. (eds.) More competition between health insurers with less protection for patients? The health insurance market in France, "Amplitude du droit" collection, IODE, Rennes.

Rehfeldt U., Vincent C. (2023), "France. Fragmented trade unions, few members, but many voters and much social unrest," in Waddington J., Müller T., Vandaele K. (eds.) Trade unions in the European union. Picking up the pieces of the neoliberal challenge, Peter Lang, Bruxelles.

Delahaie N., Fretel A., Petit H. (2023), « Le rôle la branche dans la définition des conditions d'emploi et des salaires en France ? », in Collectif, Que sait-on du travail ? Presses de Sciences Po, Paris, p. 291-305.

Delahaie N., Fretel A. et Petit H. (2023), « S'appuyer sur les branches pour faire face au retour de l'inflation ? », Options, revue trimestrielle de l'Ugict-CGT, n° 675, p. 54-57.

Freyssinet J. « Le régime paritaire d'indemnisation du chômage : une spécificité française en voie de disparition ? », p.111-132 in : Itinéraires d'un juriste. Mélanges en l'honneur de Marc Véricel, Ed. Marx et Martin, Le Kremlin-Bicêtre, 2023.

Freyssinet J. « La significación del trabajo », El Trimestre Económico, Abril-Junio 2023, p.307-363.

Witzak P., Hertwig M., Blache T., Hauptmeier M., Kahmann M., Guillas-Cavan K., European Works Councils after Brexit: New Challenges for Transnational Employee Representation? Paper for the 13th European Regional Congress of the International Labour and Employment Relations Association.

Rönmar M., Kahmann M., Iossa A., Czarzasty J., Paolucci V. (2023), Trade union participation and influence in decentralised collective bargaining, in: F. Tros (ed.) Pathways in decentralised collective bargaining in Europe, p. 211-238.

Frisone A., « We won't go back home! » Women's experiences of deindustrialization and unemployment: a comparative perspective, dans le dossier dirigé par Jackie Clarke After the Factory, « International Labor and Working-Class History », 104/2023.

Frisone A., Femminismo al lavoro. Come le donne hanno cambiato il sindacato in Italia e in Francia (1968-1983), Viella, Roma, 2020 : accepté par les Presses Universitaires de Rennes pour publication (à traduire au préalable).

Frisone A., travail en cours pour la publication d'un entretien commenté à Jean-Louis Moynot, ancien membre CGT, sur la mobilisation des femmes au sein de la CGT aux années Soixante-dix.

Chagny O. (2023), "Social dialogue, the bottom-up governance of AI", en collaboration avec Nicolas Blanc de la CFE-CGC. Article rédigé dans le cadre des AI talks de l'ETUI, à paraître en 2024 dans le cadre d'un ouvrage collectif.

Bertholon R., N. Blanc, O. Chagny, L. Matthys, C. Teissier (2023) : « Rapport du projet « SErvir la COnfiance dans l'Intelligence Artificielle par le Dialogue » SeCoIA Deal', rapport final.

Travail et conditions de travail

La crise sanitaire et la réforme des retraites ont remis la question du « travail » (son organisation, ses conditions d'exercice, le sens qui lui est accordé, la valeur qui lui est reconnue, etc.) au devant des préoccupations et de l'agenda social. Les enjeux liés au vieillissement des travailleurs sur le plan physique comme sur les dimensions psychosociales sont en effet renforcés avec l'allongement des durées attendues d'activité. Les évolutions du marché du travail ont également mis l'accent sur les questions d'attractivité de certains métiers en lien à la fois avec le sens que le travail apporte mais plus encore avec les conditions de travail et de rémunérations des métiers ou secteurs concernés. Dans ce contexte, l'IRES a engagé plusieurs recherches, y compris dans le cadre de projets financés par l'Agence d'objectifs, sur le travail et les conditions dans lesquelles il s'effectue notamment pour en interroger la soutenabilité, ainsi que les possibilités de repenser les stratégies syndicales.

Principales thématiques

Deux types d'entrée peuvent être distinguées. La première regroupe les analyses qui ont choisi de se concentrer sur certains métiers spécifiques tandis que d'autres ont adopté une perspective plus thématique. Le point commun de ces deux entrées est d'aborder explicitement le travail réel et les conditions matérielles et psychosociales dans lequel il prend place.

Dans le premier cas, les métiers des services considérés comme peu qualifiés ont fait l'objet de plusieurs projets à l'image de l'étude des conditions de travail et d'emploi des assistantes maternelles du particulier employeur (fiche T1), de l'analyse de l'organisation du travail des aides à domicile (ficheT2) ou plus largement des métiers du lien et du soin (fiches T3 et S6). De même les métiers de la sécurité et de la propreté ont fait l'objet de travaux spécifiques à travers la question du rôle que peut avoir l'achat public sur la qualité des emplois (fiche Procurfair).

D'autres secteurs ou professions ont également été abordées au cours de projets de recherche ayant des objets plus larges à l'image des travailleurs agricoles (fiche E2) ou des travailleurs des plateformes (fiche M1) par exemple. Si ces travaux portent sur des champs bien spécifiques, les métiers concernés regroupent une part substantielle des travailleurs et notamment des travailleurs à bas salaires et/ou confrontés à des conditions de travail difficiles. Plus encore ils permettent de rappeler le poids des logiques sectorielles et professionnelles notamment à travers trois questionnements complémentaires :

- Le premier consiste à interroger la place sociale occupée par certains métiers (à quel groupe se rattachent-ils ? quelle est leur identité professionnelle au regard de la société ? par exemple les aides à domicile ou les assistantes maternelles relèvent-elles du champ médico-social ou des 'services à la personne' ? les salariés des services externalisées constituent-ils un groupe spécifique ?)
- Le deuxième permet d'interroger les modèles économiques et modes de financements qui constituent le soubassement de ces emplois et la façon dont le travail est réalisé (et ou le service est rendu). Il apparaît ainsi que dans de nombreux secteurs étudiés les politiques publiques

(notamment de financement ou de régulation des activités) jouent un rôle central (en tant que financeur, régulateur ou encore via la commande publique).

- Enfin le troisième invite à questionner les critères de jugements relatifs aux qualités du travail à la fois sous l'angle de la qualité de ce qui est produit et sous l'angle de la qualité des emplois eux-mêmes aux yeux des différents acteurs : comment les salariés (mais également les bénéficiaires des services concernés) perçoivent et vivent le travail ?

Au total, ces travaux interrogent la soutenabilité de métiers et/ou d'activités certes spécifiques mais largement considérés comme essentiels tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

Parallèlement à cette entrée par des métiers ou des secteurs spécifiques, d'autres travaux ont cherché à étudier des problématiques plus transversales questionnant la soutenabilité du travail ou encore le sens qui lui est attribué par les travailleuses et travailleurs.

C'est notamment le cas des recherches portant sur la pénibilité (fiche T10) sur les métiers à bas salaire (fiche T7). L'analyse pointe en effet que cette caractéristique se cumule largement avec d'autres contraintes : l'exposition aux pénibilités physiques (port de charges lourdes, postures douloureuses, déplacement à pieds fréquents, etc.) se combine avec des risques psychosociaux importants (contacts avec un public fragile ou exigeant, travail en situation isolée, faiblesse des ressources disponibles, absence d'encadrement ou nombre de collègues insuffisant, horaires atypiques rendant l'articulation des temps professionnels et personnels complexe, etc.). L'existence d'une pluralité de contraintes pesant sur les travailleurs invite à étudier les mécanismes dans leur globalité qui participent à fragiliser le travail et les travailleurs. C'est notamment le cas des logiques organisationnelles concourant à fragmenter les collectifs de travail (fiche –T3) : la diversification des statuts, des lieux et des temps de travail crée ainsi de multiples obstacles à la possibilité de « bien faire son travail ». La nature des collectifs de travail et les formes de socialisation parfois spécifiques à certains métiers (secteur du nettoyage ou aide à domicile par exemple) ouvre également sur réflexions relatives aux engagements syndicaux et aux choix politiques (fiche T4). De même, la dévalorisation de certaines compétences et la division du travail peuvent mais déboucher sur des rapports à la formation professionnelle très inégaux tant pour certaines catégories de travailleurs (fiche T7) que pour certains métiers spécifiques (fiche E1). L'analyse fine du travail des aides à domicile met en évidence la complexité des relations qu'elles entretiennent avec les employeurs, les bénéficiaires du soin et leurs familles, le personnel médical etc., dans un contexte où l'isolement est accentué par le fait de travailler au domicile (S10).

La compréhension de ces problématiques plus transversales s'appuie enfin sur des échanges plus directs avec les organisations syndicales que ce soit à travers une étude sur la manière dont les « enquêtes syndicales sur le travail »" ont participé à façonner et à renouveler la pratique syndicale dans différents secteurs (fiche T5) ou la mise en œuvre à venir d'un séminaire spécifique dédié au 'travail concret' (fiche T9).

Encadré : des méthodes plurielles qui accompagnent une approche pluridisciplinaire

Ces différentes recherches ont mobilisé des méthodes plurielles en veillant à associer des approches quantitatives et qualitatives. Ils s'inscrivent également délibérément dans une perspective pluridisciplinaire associant le plus souvent économistes et sociologues mais également, via des collaborations externes, des chercheurs issus de l'ergonomie, du droit, de la santé publique ou encore de la psychologie. En ce sens ces études s'inscrivent dans une vision large des « sciences du travail » que l'on retrouve à la fois dans des instituts de recherches étrangers qu'au sein de l'ISST et du réseau des IST.

Les travaux quantitatifs ont cherché à mobiliser les principales enquêtes statistiques nationales relatives à l'emploi et aux conditions de travail : DADS-BTS1 (Insee) Enquêtes Emploi (Insee), Enquêtes Conditions de travail et Risques psycho-sociaux (Dares), Tracov (Dares), Sumer (Dares) notamment. Des enquêtes quantitatives par questionnaires ont parfois complété ces dispositifs comme dans le cadre d'une recherche sur les métiers du lien et du soin.

Ces approches quantitatives ont systématiquement été croisées ou complétées avec des méthodes qualitatives à partir d'entretiens semi-directifs auprès de salariés, d'employeurs ou de bénéficiaires des secteurs étudiés ou à partir de travaux plus monographiques (analyse approfondie de quelques organisations choisie pour son caractère illustratif).

Valorisation, diffusion et prolongements envisagés

Les travaux réalisés dans cet axe ont d'abord permis de répondre à des demandes spécifiques des organisations syndicales : plusieurs opérations étaient ainsi des réponses explicites à des appels à projets internes à l'IRES sous forme d'AO, ou passant par d'autres canaux (fiche T7). Ils ont également débouché sur des publications plus académiques (voir Bibliographie) ainsi que sur des formats de diffusion davantage tournées vers le débat public (livres ; presse ; interventions, etc.).

Plusieurs des projets réalisés en 2023 sont appelés à se prolonger. Ainsi la question des effets de la crise sanitaire sur les conditions d'emploi et le ressenti des travailleurs de la deuxième ligne est au cœur d'un projet entamé en juin 2023 et qui se poursuivra tout au long de l'année 2024. De même une recherche a été commencée sur les pratiques syndicales qui s'appuient sur des recherches-actions sur le travail réel : comment en retracer l'historique ? quelles en sont les conséquences ? peut-on dresser un bilan de ces expérimentations qui se donnent comme objectif de partir du travail réel pour construire de nouvelles stratégies revendicatives ?

Parmi les thématiques plus récentes, celle s'interrogeant sur les interactions entre crise environnementale et travail semble particulièrement féconde à poursuivre. Une partie de ces enjeux a pu faire l'objet d'un premier regard à travers les articles-pays du dernier numéro spécial de la Chronique Internationale (R4) ou encore sous l'angle de l'étude des articulations entre préoccupation environnementale et sens au travail mais ils seront également au cœur d'une nouvelle recherche portant spécifiquement sur la transformation du contenu du travail (et de l'identité professionnelle que ce dernier génère) dans le cas des agents d'entretiens intégrés dans une réorganisation de leur activité visant à améliorer l'usage des produits et la qualité de l'air dans les écoles (fiche T8).

Enfin, la volonté de prolonger les réflexions autour du « travail soutenable » et d'y associer encore davantage les organisations syndicales se traduit par le lancement d'un projet de séminaire « Travail » à partir de 2024. Ce séminaire devrait être l'occasion non seulement de partager les résultats des recherches en cours mais également d'affiner les questionnements émergents.

Sommaire des fiches principales

✓ [Fiche T1] Conditions de travail et d'emploi des assistantes maternelle (CNAF)

• [Fiche T2] Stratégies Innovantes sur la Régulation du champ de la perte d'autonomie et les Conditions d'Emploi des salariés. (SIRCE)

• [Fiche T3] Fragmentations du travail dans les secteurs du Care : effets sur le sens au travail et la représentation syndicale

• [Fiche T4] Analyse localisée du vote en contexte professionnel

❑ [Fiche T5] Les enquêtes syndicales CGT sur le travail réel : un bilan d'expériences

❑ [Fiche T6] Paroles de salariés de « la deuxième ligne » : enjeux de connaissance et de reconnaissance

❑ [Fiche T7] L'emploi dans les métiers de services perçus comme peu qualifiés : des temps de travail, des compétences et des conditions de travail non reconnues.

❑ [Fiche T8] EXAMEN : EXposition des Agents de MENage aux contaminants de l'air intérieur liés à leur pratique professionnelle

❑ [Fiche T9] Séminaire syndical sur le travail

❑ [Fiche T10] La pénibilité du travail : comparaison internationale des dispositifs de compensation et de prévention

❑ [Fiche T11] Études statistiques sur le sens du travail en Europe

❑ [Fiche T12] De "nouveaux" types d'actifs agricoles, pour quels projets entrepreneuriaux et quelles formes d'organisation productive ?

Légende :

✓ Terminé, valorisation en cours

• En cours

❑ Nouveau

Articles dans les publications de l'Ires

- Par les chercheurs de l'Ires :

Thévenot, N., Devetter, FX, Geymond, M., Perez, C., Perraudin, C. & Valentin, J. (2022). Face à l'éclatement des entreprises, une représentation collective mise en défaut : une analyse à partir de l'enquête REPONSE 2017. La Revue de l'Ires, 107-108, 13-40. https://doi.org/10.3917/rdli.107.0013

- Par des chercheurs extérieurs :

Dossier : Actualité des relations de travail en Suisse - Introduction : Les impacts sur le syndicalisme de relations de travail de plus en plus défavorables aux salarié·es en Suisse, Aris Martinelli, cI-181

Suisse - Les enjeux de la flexibilisation du temps de travail dans l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux, Aris Martinelli, CI-181

Suisse - Renonciation à l'enregistrement du temps de travail : quelles mesures de protection de la santé ? Nicola Cianferoni, CI-181

Suisse - Les luttes des précaires de la logistique : le « système DPD » Nicolas Pons-Vignon et Enrico Borelli, CI-181

Produire l'auto-engagement au travail : Modalités du travail d'organisation dans une start-up en croissance, Marion Flecher- Revue 109

La polyvalence dans le commerce et les services : Recomposition de la division du travail et subordination accrue, Cyrine Gardes Revue 109

Les intérimaires, des travailleurs surexposés aux accidents du travail, Benoit Scalvinoni, Laurence Montcharmont, et Rachid Belkacem Revue 109

- Dans le cadre de l'Agence d'objectifs :

Investir dans le secteur du soin et du lien aux autres : un enjeu d'égalité entre les femmes et les hommes, Avril 2023, Louisa CHASSOULIER, François-Xavier DEVETTER, Séverine LEMIERE, Muriel PUCCI, Rachel SILVERA (coordination) et Julie VALENTIN avec la collaboration de Louis Alexandre ERB

Évaluation de l'Index de l'égalité professionnelle, Avril 2023, Thomas BREDA, Juliette DUCOULOMBIER, Paul DUTRONC-POSTEL, Marion LETURCQ, Joyce SULTAN PARRAUD, Maxime TO

Autres publications des chercheurs de l'Ires

- Articles :

Devetter, F. X., & Valentin, J. (2023). Long day for few hours: impact of working time fragmentation on low wages in France. Cambridge Journal of Economics, bead048.

Devetter, F. X. (2023). Quelle place pour le «ménage» dans le travail d'accompagnement des personnes âgées ? Gérontologie et société, 45(3), 149-156.

Devetter, F. X., Dussuet, A., Nirello, L., & Puissant, E. (2023). La crise du recrutement dans les métiers du grand âge: défaut d'«attractivité» ou conditions d'emploi «insoutenables» ? Servir, (6), 34-36.

Cresson G. Devetter FX et J. Lazès (2023) Les assistantes maternelles : un métier en évolution, des rémunérations encore faibles et des pénibilités minimisées, E-ssentiel, n°219

Thévenot, N., Devetter, F., Geymond, M., Perez, C., Perraudin, C. & Valentin, J. (à paraître) Les instances centralisées de représentation collective dans l'entreprise éclatée : une ressource de pouvoir ? Relations Industrielles / Industrial Relations.

Devetter FX, Dussuet A., Nirello L., Puissant E. (2023), « La relation de service face à un « double bénéficiaire »: l'exemple du travail dans les EHPAD ? », Management & Avenir, vol. 135, n°3, p.107-129.

Devetter FX, Dussuet A., Nirello L., Puissant E. (2023) Les collectifs de travail dans les métiers auprès des personnes âgées : fragiles, fragilisés mais indispensables. Journal de gestion et d'économie de la santé, 9, 250-274, 2023

Devetter, F. & Valentin, J. (2023). Réguler les métiers précaires relève de l'intérêt général. L'Économie politique, 99, 56-67. https://www.cairn.info/revue--2023-3-page-56.htm.

Brochot, C., Brugeilles, F., Devetter, F. X., Eb, L. H., Icard, M., Régnier, C., & Lhuilier, D. (2023). Le genre de la santé mentale au travail. Analyse et intervention. La Revue des Conditions de Travail, (13).

Doumenc S., à paraître. « Gauche, extrême droite, auto-exclusion : une politisation plurielle et déroutante d'engagements syndicaux libertaires », in Agrikoliansky É. (dir.), Vote en contexte(s), Presses du Septentrion.

Coutrot T. (***)

- Ouvrages et chapitres d'ouvrages collectifs :

Devetter FX, A. Dussuet et E. Puissant (2023) Aide à domicile, sortir de l'impasse, éd. de l'Atelier, Paris

Devetter FX et J. Valentin (2023) « Les travailleurs et travailleuses du nettoyage. Au cœur des désordres du travail », dans : Bruno Palier éd., Que sait-on du travail ? Paris, Presses de Sciences Po, p. 512-526. URL : https://www.cairn.info/que-sait-on-du-travail--9782724641905-page-512.htm

Cresson G., FX Devetter et J. Lazès (2023) « Être une femme et travailler chez soi. Les assistantes maternelles, entre disponibilité étendue et rémunération limitée », dans : Bruno Palier éd., Que sait-on du travail ? Paris, Presses de Sciences Po, p. 544-559. URL : https://www.cairn.info/que-sait-on-du-travail--9782724641905-page-544.htm

Devetter, F., Dussuet, A., Nirello, L. & Puissant, E. (2023). Les métiers du vieillissement, essentiels et pourtant insoutenables. Dans : Bruno Palier éd., Que sait-on du travail (pp. 528-542). Paris : Presses de Sciences Po.

Devetter François-Xavier et Lanseman Oriane, 2023, « Le travail et l'emploi des familles monoparentales : des dispositifs d'activation à la pauvreté laborieuse », in Le Pape Marie-Clémence et Helfter Clémence (dir.), Les « familles monoparentales » : conditions de vie, vécu et action publique, Caisse nationale des allocations familiales

Cottin-Marx, S., & Devetter, F. X. (2023). La puissance publique est responsable du salariat associatif «atypique». Travail, emploi, formation : penser l'interdépendance, 49-55.

- Rapport :

Cresson G. Devetter FX et J. Lazès (2023) Conditions de travail et d'emploi des assistantes maternelles employées par les parents, Dossier d'études, CNAF, n°232.

Emploi, chômage et politique d'emploi

Un ensemble de travaux a été conduit sur les formes de mobilisation de la main d'œuvre dans des secteurs caractérisés par des difficultés récurrentes en termes de recrutement – pénurie de main d'œuvre –, de turn-over, d'accès à la formation, et plus généralement de conditions de travail et d'emploi. Ces travaux se sont intéressés de façon précise aux fonctionnements d'entreprises et de structures employeuses dans ces secteurs, à la façon également dont certaines formes d'incitations publiques peuvent encourager le recours à l'emploi précaire, et aux conséquences de ces modes de gestion de l'emploi pour les salariés concernés. Dans tous les cas, ces derniers sont également pénalisés par une forme d'invisibilité qui perdure, alors même que la crise sanitaire avait pu « jeter un coup de projecteur » sur les métiers pourtant essentiels à tous qui sont les leurs (secteurs de l'aide à domicile, du nettoyage, agriculture).

En 2023, les travaux sur le secteur agricole français ont ainsi cherché à mieux qualifier la diversité des statuts professionnels des salariés précaires du secteur et leur importance dans l'emploi global, tout en interrogeant certains mécanismes susceptibles de précipiter, dans certaines conditions, la formation de trappes à précarité et à pauvreté – ainsi des modalités d'exonération de charges patronales. Plusieurs publications ont abordé ces questions dans le prolongement du travail de thèse d'Axel Magnan sur le développement du salariat précaire dans l'agriculture (fiche E2). De nouveaux travaux vont être engagés en 2024 sur les groupements d'employeurs dans le secteur agricole dans un contexte d'externalisation importante de la main d'œuvre salariée précaire vers ces structures (fiche E9). La recherche visera notamment à identifier en quoi les groupements d'employeurs parviendront – ou non – à développer des fonctionnements favorables à la sécurisation des parcours professionnels de leurs salariés. Elle viendra en cela éclairer les conditions dans lesquelles ce type de « tiers employeur » peut effectivement concrétiser – dans le cadre de pratiques à documenter – l'orientation normative de la « sécurisation des parcours professionnels », dont la politique de l'emploi – notamment – est aujourd'hui porteuse. Ces formes d'emploi intéressent à ce titre également les organisations syndicales, qui ont de longue date investi la problématique de la sécurisation des parcours professionnels, selon les priorités et approches spécifiques qui sont les leurs.

Dans les secteurs de l'aide à domicile et du nettoyage, investis de longue date dans les travaux de François-Xavier Devetter, une attention particulière a été portée au rapport à la formation des différents acteurs du secteur – salariés, employeurs, donneurs d'ordre et organismes de formation – et à la façon dont sont perçues, par tous, les compétences des professionnels exerçant dans ces métiers. Ce travail a conduit à éclairer plus largement la diversité des pratiques de gestion de l'emploi existant dans ces secteurs, et en particulier les liens qui peuvent s'établir, à l'échelle de chaque structure, entre : les pratiques de recrutement (généralement faiblement structurées), les processus d'intégration, le recours à la formation (limité) et les modalités formatives sur le poste de travail, les (rares) pratiques de tutorat, ainsi qu'une série de facteurs contribuant à la construction d'emplois « apprenants » (dimension relationnelle du travail, etc.). Cette analyse montre comment, à l'exception de pratiques minoritaires, les employeurs de ces secteurs restent prisonniers de fonctionnements – relatifs tant à la gestion RH qu'à à l'organisation du service – dans et par lesquels une mauvaise qualité de l'emploi, des difficultés de recrutement persistantes et la dégradation de la qualité du service qui en résulte s'entretiennent mutuellement (fiche E1).

Un second volet de travaux, qui fait l'objet d'un investissement régulier depuis de nombreuses années au sein de l'IRES, porte sur la façon dont les intermédiaires du marché du travail d'une part et les acteurs économiques investis par la politique de l'emploi d'une fonction de « sas » vers l'emploi durable d'autre part parviennent – diversement – à construire un service et un environnement bénéfiques à l'insertion professionnelle et à l'accès à l'emploi des personnes à qui ils s'adressent.

Les pratiques de médiation active font l'objet d'un investissement particulier, en tant qu'elles s'adressent conjointement aux personnes les plus en difficulté sur le marché du travail et aux employeurs – TPE-PME de façon privilégiée – connaissant des difficultés de recrutement et de fidélisation récurrentes. Ces travaux, réalisés par Solveig Grimault pour TRANSFER-IOD – concepteur et développeur des pratiques de médiation active –, ont plus particulièrement porté en 2023 sur l'analyse des logiques d'intervention des professionnels de la médiation tant auprès des employeurs que des demandeurs d'emploi bénéficiaires du service IOD. Cette recherche, qui va se poursuivre en 2024, vise à mieux comprendre la façon spécifique dont sont travaillées, dans le lien à l'employeur et au demandeur d'emploi, la proposition et la saisie d'opportunités susceptibles de les engager l'un et l'autre sur le chemin d'une (nouvelle) expérience, conduisant pas à pas à une embauche pérenne. Il s'agit ainsi d'analyser la manière dont un intermédiaire du marché du travail peut, d'une part, œuvrer à l'insertion dans l'emploi de publics particulièrement pénalisés par les formes de sélectivité en vigueur sur le marché du travail, et soutenir d'autre part la fonction employeur d'entrepreneurs généralement peu équipés au plan RH (fiche E7).

La question de la place de l'expérience dans les processus d'accompagnement vers l'emploi et vers la création d'activité, celle de l'émergence d'une figure de l'« accompagnement expérientiel » et des apprentissages qu'il est susceptible de soutenir, font l'objet d'un investissement continu dans le cadre de plusieurs projets en cours (fiches E4, E5, E6). Par ailleurs, les travaux en cours sur l'expérimentation Territoires zéro chômeur, dans lesquels Anne Fretel est engagée, conduisent de leur côté à interroger les bénéfices potentiels d'une attention accrue portée au travail dans les pratiques développées au sein des entreprises à but d'emploi (EBE) : le fait de mobiliser le travail comme levier est-il de nature à modifier le soutien que ces structures peuvent apporter aux personnes, et à mieux servir leur trajectoire professionnelle ?

Les travaux relatifs aux structures ayant une fonction de sas vers l'emploi durable concernent notamment le champ de l'insertion par l'activité économique (IAE). Les travaux engagés par Arnaud Trenta et Virginia Mellado se poursuivent dans le cadre d'enquêtes de terrain réalisées dans trois chantiers d'insertion. Ces travaux s'intéressent plus spécifiquement aux formes de participation des salariés en insertion – et en particulier des jeunes – aux instances de dialogue social et à la gouvernance associative. Il s'agit notamment de comprendre dans quelle mesure ces modalités de participation peuvent soutenir le pouvoir d'agir de ces salariés, et être in fine bénéfiques à leurs trajectoires d'insertion (fiche E3). Enfin, la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, qui est venue renforcer le cadre d'intervention des entreprises adaptées (EA), a ouvert aux EA volontaires la possibilité de s'engager dans deux expérimentations : un accompagnement des transitions professionnelles spécifique pour les personnes en situation de handicap recrutées dans le cadre du contrat à durée déterminée « Tremplin » (CDDT) ; la création d'une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT). La mise en œuvre de l'accompagnement prévu pour les personnes recrutées en CDDT inscrit les EA expérimentatrices dans une logique de « passerelle » vers d'autres employeurs : les personnes recrutées en CDDT par l'entreprise adaptée

doivent bénéficier d'un parcours accompagné individualisé visant à favoriser la réalisation de leur projet professionnel ; ce parcours accompagné doit leur permettre d'acquérir une expérience professionnelle significative, de bénéficier d'une formation en cas de besoin, et d'accéder in fine à un emploi proposé par d'autres employeurs publics ou privés. L'expérimentation vise ainsi la construction d'une réponse de proximité au service d'un renforcement de l'accès à l'emploi durable de travailleurs éloignés du marché du travail. Elle invite également les entreprises adaptées à développer des pratiques de médiation auprès d'employeurs du territoire, afin de favoriser l'embauche des travailleurs en situation de handicap et la construction d'environnements de travail suffisamment inclusifs. Ces expérimentations font l'objet d'une évaluation, établie par un comité scientifique (présidé par Solveig Grimault, et dont Anne Fretel est également membre) sur la base des travaux d'un prestataire (Itinere-Orseu). Ces travaux évaluatifs (fiche E6), dont la réalisation et le suivi se poursuivent en 2024, mobilisent de nombreuses thématiques travaillées depuis plusieurs années par les chercheurs de l'IRES, tout en investissant le champ du handicap, jusqu'alors peu présent dans les travaux de l'institut.

Enfin, les travaux sur la revitalisation des territoires menés par Solveig Grimault s'intéressent d'une part aux stratégies de revitalisation favorisées par les acteurs publics et économiques, et aux différentes médiations qui sont effectivement nécessaires à leur mise en œuvre. Ils analysent d'autre part les types de rapport au territoire des entreprises assujetties dont témoignent leurs choix en matière d'action de revitalisation. Ils s'intéressent en cela aux conditions d'émergence d'une nouvelle « responsabilité territoriale » de l'entreprise (fiche E8).

Encadré : méthodes mobilisées et réflexions méthodologiques

Ces différents travaux ont mobilisé des méthodes variées, de façon combinée dans un certain nombre de cas.

Des analyses quantitatives ont été réalisées à partir des enquêtes Emploi (Insee) et Conditions de Travail (Dares), des bases de données de la Mutualité sociale agricole, et de la base de données nationale des conventions de revitalisation en cours, signées ou échues en 2008-2009 (base établie dans le cadre de la recherche financée par la Datar et la DGEFP en 2011). Les travaux qualitatifs ont consisté en la réalisation et l'exploitation d'entretiens semi-directifs et de quelques observations de situations de travail. Les travaux intègrent enfin fréquemment un suivi des dispositions légales et règlementaires qui régissent les champs ou les sujets investigués, et de leur évolution.

La question des méthodes « qualitatives » et de leur mobilisation dans le cadre de protocoles d'évaluation de dispositifs et de politiques publiques, ou d'expérimentations dans le champ des politiques d'emploi, de formation et/ou d'insertion, fait également l'objet d'un investissement spécifique de la part de Solveig Grimault en collaboration avec Laurent Duclos[2]. Cette réflexion s'appuie sur plusieurs projets communs relatifs à des expérimentations – « compagnonnage scientifique » de l'expérimentation continue du réseau IOD, évaluation des expérimentations relatives aux entreprises adaptées dans le cadre du comité scientifique d'évaluation de ces expérimentations (DGEFP). Les travaux préparatoires à l'élaboration de l'appel à article de la revue *Socio-économie du travail* intitulé « Des politiques de l'emploi mises au régime de l'expérimentation sociale : quel impact sur les démarches d'évaluation ? », coordonné par Laurent Duclos et Olivier Baguelin (à paraître en 2024), font également partie de ce travail de réflexion commun. Solveig Grimault y proposera une recension portant sur plusieurs références qui traitent toutes – notamment – de l'usage des méthodes quantitatives et qualitatives pour l'évaluation d'impact des politiques publiques, et de leur articulation. A l'appui de ces différents projets, ce travail de réflexion commun s'intéresse en particulier à la « pensée par cas » et à l'enquête de terrain, aux modalités de construction et d'exploitation du matériau qu'elles requièrent, et aux types de processus de généralisation dans lesquelles elles s'inscrivent. Une réflexion spécifique en découle sur l'usage et la portée des « travaux qualitatifs » à l'évaluation des politiques publiques et des expérimentations dans le champ des politiques d'emploi, de formation ou d'insertion.

[2] Laurent Duclos est chercheur rattaché au laboratoire des Institutions et Dynamiques Historiques de l'Économie et de la Société (IDHES) – UMR CNRS 8533, École normale supérieure Paris-Saclay.

Sommaire des fiches principales

✓ [Fiche E1] L'impact de la crise sanitaire sur la perception des compétences et la formation professionnelle des agents d'entretien et des aides à domicile

✓ [Fiche E2] Le développement du salariat précaire dans l'agriculture française : une approche d'économie institutionnelle

✓ [Fiche E3] Renforcer le pouvoir d'agir des salariés en insertion. Les innovations associatives dans le secteur de l'insertion par l'activité économique

- [Fiche E4] L'accompagnement expérientiel
- [Fiche E5] Apprentissages situationnels et expérience dans l'accompagnement à la création d'entreprise
- [Fiche E6] Evaluation des expérimentations relatives aux Entreprises adaptées
- [Fiche E7] Fondements et ressorts des pratiques de médiation active
- [Fiche E8] Pratiques et stratégies de revitalisation des territoires. Analyse de la mise en œuvre de l'obligation de revitalisation des bassins d'emploi

❑ [Fiche E9] Le TO/DE, vecteur de la précarisation de l'emploi salarié agricole ? Une étude de cas sur les groupements d'employeurs

❑ [Fiche E10] De « nouveaux » types d'actifs agricoles, pour quels projets entrepreneuriaux et quelles formes d'organisation productive ?

Légende :

✓ Terminé, valorisation en cours

- En cours

❑ Nouveau

Articles dans les publications de l'Ires

- Dans le cadre de l'Agence d'objectifs par des chercheurs extérieurs

Pour une mobilité géographique choisie par les salariés : triptyque emploi-logement-transports, Mars 2023, Medhi Arfaoui

Les politiques d'immigration en France et en Europe : Un regard sociohistorique et économique, Mai 2023, Philippe GUIMARD

Autres publications des chercheurs de l'Ires

Vatan S., Fretel A., Jany-Catrice F., Semenowicz Ph. (2023) « Quelle ESS pour quel développement économique de l'expérimentation TZCLD ? », Recma, à paraître

Jany-Catrice F., Fretel A.et Gardin L. (2023), « De quoi l'inflation d'évaluations dans les expérimentations « Territoire zéro chômeur » est-elle le nom ? », Revue Socioéconomie du travail, soumis en révision

J. Ballon, S. Celle, A. Fretel, D. Vallade, « Coopératives de production : quelle spécificité du rapport social d'activités coopératif à l'aune du rapport salarial ? », Revue de la régulation [En ligne], 34 | 1er semestre | Spring 2023, mis en ligne le 11 juillet 2023

Ph. Semenowicz, A. Fretel, F. Jany-Catrice, S. Vatan, « Territoires zéro chômeur de longue durée : rupture ou convergence avec l'insertion par l'activité économique ? », Travail et emploi, n°168/2022, mis en libre le 9 janvier 2024

A. Fretel et F. Jany-Catrice, « L'EBE dans une métropole des Hauts-de-France. Débat autour des composantes d'un modèle socio-économique et de ses évolutions », In Modèles socio-économiques versus Social Business Models, P. Gianfaldoni, L. Gardin et F. Jany-Catrice (coord), rapport de recherche pour l'IFAMA, p. 144-170

Salaire, revenu et protection sociale

Cet axe a pour objet d'éclairer des questions autour de la formation et de la répartition des revenus, entendus au sens le plus large.

Le premier élément porte sur la formation des revenus primaires, des salaires et des autres formes de rémunération.

Une étude a été réalisée sur l'évolution des salaires dans le secteur privé depuis 1950 (Pierre Concialdi). Cette analyse fait apparaître une double rupture. Une première rupture s'opère à partir de 1978 : depuis cette date, la croissance du pouvoir d'achat du salaire moyen correspond essentiellement à l'élévation du niveau de qualification des emplois. A qualification constante, le pouvoir d'achat a stagné. Une seconde rupture s'observe à partir de 2017 et se traduit par une baisse significative du pouvoir d'achat depuis cette date. Ce travail, publié dans un document de travail avant la Conférence sociale d'octobre 2023, se prolongera en 2024, notamment pour inclure les salaires de la fonction publique. Il se concrétisera par la publication d'un article dans un numéro spécial de la revue Les Mondes du Travail.

Des travaux sur les pratiques salariales d'entreprise en France, et plus précisément le développement de l'épargne salariale, se sont par ailleurs poursuivis en 2023, à l'occasion de plusieurs auditions ou de demandes des organisations syndicales (Noélie Delahaie). Alors que le partage de la valeur (dont les dispositifs d'épargne salariale) est mis en avant dans le débat public comme solution pour répondre au retour de l'inflation, les travaux ont cherché à rappeler les limites d'une telle politique. Ils montrent que, à côté du phénomène de substitution de ces dispositifs au salaire de base, le développement de l'épargne salariale augmente les inégalités entre les salariés, accentue la dualisation du marché du travail entre petites et grandes entreprises et diminue les droits sociaux contributifs des salariés. Après l'adoption récente de la loi sur le partage de la valeur qui transpose l'ANI de février 2022, un projet d'Eclairages est envisagé pour 2024.

Le numéro spécial de la Chronique internationale de l'IRES « Les salaires au piège de l'inflation : quelles mesures publiques, quel renouveau des revendications ? » paru fin 2022 a porté, pour une dizaine de pays, sur la question des salaires dans le cadre du nouveau contexte inflationniste, avec en particulier une analyse de l'évolution du partage de la valeur, des mesures des Etats visant à protéger le pouvoir d'achat et des conséquences sur les revendications salariales. Il a fait l'objet en 2023 de valorisations et de prolongements à travers des communications et des interventions diverses.

Les travaux sur le rôle de la branche dans la détermination des conditions d'emploi et de salaires ont été poursuivis. D'une part, en revenant sur la mise en œuvre et les effets de la politique incitative menée au début des années 1990 par le ministère du Travail pour relancer les négociations salariales dans les branches où les salaires minima sont inférieurs au Smic. Ce travail, mené par Michèle Tallard et Catherine Vincent a donné lieu à une communication (en cours de publication) au colloque *L'Etat et les salaires depuis* 1945 organisé par le CHATEFP en juin 2023 (fiche S8). D'autre part, dans la période récente, en analysant plus particulièrement les enjeux et les effets des réformes institutionnelles en matière de la négociation collective au niveau de l'entreprise sur la régulation salariale de branche (Noélie Delahaie, Anne Fretel, Héloïse Petit, voir l'axe « Mobilisation et

Relations professionnelles »). En 2024, un nouveau projet de recherche, reposant sur une approche par données quantitatives, sera mené sur la dynamique des négociations collectives de branche, avec un volet sur le rôle de ces négociations dans la dynamique des rémunérations, salaire, compléments de salaire et épargne salariale (Noélie Delahaie et Héloïse Petit - voir l'axe « Mobilisation et Relations professionnelles »).

Le deuxième élément du thème porte sur la « redistribution », ou plus précisément les évolutions de la protection sociale et, d'une manière plus générale, de l'ensemble des politiques sociales de transferts sociaux et fiscaux, en espèces ou en nature. Sont également intégrés les effets combinés des deux premiers éléments - formation des revenus primaires et redistribution – sur la distribution et l'évolution des revenus disponibles et plus largement des moyens d'existence des ménages.

La version définitive du rapport réalisé pour l'Agence d'objectifs CFE-CGC sur le financement de la protection sociale et la notion de contributivité a été publié en juin 2023. Ce rapport est composé de plusieurs contributions dont les approches sont économiques, historiques, socio-politiques et/ou juridiques et sont illustrées ou portent sur divers secteurs de la protection sociale (retraites, assurance chômage, prestations familiales). Un des résultats généraux est que la notion de contributivité, très fortement mobilisée par les acteurs dans les débats sur le financement et les réformes de la protection sociale, n'est pas univoque, que ses acceptions et ses usages sont variés et que les implications qui en sont faites au regard du financement ne vont pas forcément de soi. Ces travaux ont fait l'objet de prolongements et de discussions nourries avec d'autres chercheurs en 2023, ce qui doit se concrétiser par la publication d'un numéro double de la Revue de l'IRES au premier semestre 2024.

Une perspective macroéconomique à long terme du système de retraite français depuis le début du 20e siècle a été réalisée à travers une publication (Pierre Concialdi). Elle commence par passer en revue les principales étapes de la construction du système de retraite français et identifie les principales caractéristiques de ce système tel qu'il se présente actuellement. S'appuyant sur les projections officielles, il montre que la générosité du système de retraite devrait diminuer de façon spectaculaire à la suite des réformes passées. L'article examine ensuite trois questions clés qui dominent le débat public sur les pensions : l'impact économique des changements démographiques, le financement des prestations de pension et la relation entre la retraite, l'emploi et le travail. La discussion montre que le financement des pensions ne devrait pas créer une charge insupportable pour l'économie, ce qui met principalement en évidence la dimension politique des choix à faire pour adapter le système de pension aux changements démographiques et économiques futurs. Ce travail nourrira des interventions prévues en 2024.

Un suivi est effectué sur les politiques sociales en direction des familles (prestations monétaires, aides à travers la fiscalité, congés pour raisons familiales, services en nature, modes d'accueil des enfants) qui se trouvent à l'intersection des politiques de revenus, d'emploi et de protection sociale. Elles sont étroitement liées à la question des inégalités entre hommes et femmes dans les sphères domestiques et professionnelles (Jeanne Fagnani, Antoine Math). Ces travaux font l'objet de valorisations dans les publications de l'IRES et en dehors de l'IRES.

En 2023, s'est achevé un projet pluridisciplinaire de recherche intitulé « État des savoirs sur les familles monoparentales » rassemblant une vingtaine d'autres chercheures sous la direction de Marie-Clémence Le Pape et Clémence Helfter (Antoine Math, François-Xavier Devetter, voir fiche S2). Les

travaux ont consisté à recenser et analyser la bibliographie et à discuter collectivement plusieurs notions et questions transversales. L'attention des chercheurs de l'IRES a porté plus particulièrement d'une part sur les politiques publiques en direction des familles monoparentales dans une perspective de comparaison européenne, d'autre part sur l'emploi, les conditions de travail et les revenus du travail, en questionnant les politiques d'activation menées et la pauvreté laborieuse qui concerne massivement les parents actifs isolés. Le rapport de recherche, publié à la Documentation Française, fait l'objet de nombreuses valorisations et de réponses à des sollicitations de parlementaires. Un livre collectif « grand public » est prévu pour 2024.

Dans le cadre d'une collaboration étroite avec la Conseil de la famille du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA), plusieurs notes présentées et discutées lors de séances de ce Conseil ont été publiées ou intégrées dans des rapports du HCFEA. En 2023, plusieurs contributions, sur la garde des enfants et la préscolarisation avant 3 ans, sur les assistantes maternelles et sur une évaluation chiffrée des besoins de mode de garde (nombre de places, moyens budgétaires) ont ainsi été intégrées dans le rapport Accueil des enfants de moins de 3 ans : relancer la dynamique adoptée par le Conseil de la famille du HCFEA le 7 mars 2023. Ce rapport réalise un état des lieux des différents modes d'accueil des enfants de moins de 3 ans dans la perspective du futur « service public de la petite enfance » et à l'aube d'une nouvelle convention d'objectif et de gestion CAF-Etat (qui établit notamment les orientations et les moyens en matière d'accueil collectif).

Dans le cadre de la préparation d'un rapport sur Le pouvoir d'achat des familles face au choc d'inflation (finalement adopté le 19 décembre 2023), plusieurs contributions ont été produites. Une note, intitulée Les évolutions de la base mensuelle des allocations familiales (Bmaf) et du montant de quelques prestations familiales sur longue période (1940-2023), a été adoptée et publiée par le Conseil de la famille. A la suite de la publication d'un Eclairages actualisant les budgets de référence publiés par l'ONPES en 2015, une actualisation à l'année 2023 a été réalisée afin d'examiner l'impact de l'inflation au regard des budgets normatifs (budgets de référence et budgets-types Unaf), en particulier pour les ménages ayant charge d'enfants (Pierre Concialdi, Antoine Math). Enfin, une contribution du rapport porte sur la question de La revalorisation des prestations en période de forte inflation. Elle montre que les prestations familiales et de solidarité ont perdu plus de 4 % de pouvoir d'achat entre 2021 et 2023. Elle aboutit à des propositions : compensation les pertes cumulées de pouvoir d'achat depuis avril 2021 ; revalorisation des prestations familiales au 1er avril 2024 davantage que ne le prévoit l'application de la règle légale, de façon à stopper la perte de pouvoir d'achat de ces prestations ; mise en place d'un mécanisme de revalorisation supplémentaire automatique dès que l'inflation dépasse 2 % depuis la précédente revalorisation sur le modèle de l'indexation du Smic.

Un rapport intermédiaire de la recherche « Trajectoires et expériences croisées dans les systèmes d'aide à l'autonomie (Trajex) » à laquelle participe plusieurs chercheurs de l'IRES sous la direction d'Arnaud Trenta (Saphia Doumenc, Christèle Meilland, Cristina Nizzoli – voir fiche S10) a été remis en 2023. Il s'agit d'une analyse de l'élaboration et de la mise en œuvre des systèmes locaux d'aide à l'autonomie des personnes âgées et des personnes avec handicap vivant à domicile, en plaçant la notion de « qualité du soin » au cœur de l'analyse des représentations, des pratiques et des trajectoires des différents acteurs du domaine de l'autonomie (les personnes en situation de dépendance, les proches, les travailleurs et travailleuses de l'aide, les responsables des pouvoirs publiques). Des premiers élément ressortent à ce stade en ce qui concerne les politiques de l'autonomie et l'action publique territoriale : l'importance de la régulation institutionnelle dans le domaine de l'aide à

domicile, sans que les enjeux de qualité du care ne soient institutionnalisés, avec un niveau assez élevé d'autonomie des acteurs locaux, publics comme privés ; cette autonomie à l'échelon local soulève toutefois la question de l'égalité de traitement de la population réelle ou potentielle des bénéficiaires de soin et d'aide à domicile, notamment d'un territoire à l'autre. Le travail se poursuit en 2024 par un travail empirique mené au sein de 30 situations d'aide à domicile dans des quartiers populaires de Paris, Lyon et Marseille.

Sur les questions de prise en charge des pertes d'autonomie et de soins de longue durée, des chercheurs de l'IRES (Virginia Mellado, Arnaud Trenta, Christèle Meilland) participent à d'autres projets en cours. Un projet financé par de l'ANR « Autonomie : vieillissement et situations de handicap » sous la direction de l'INED et intitulé Aurelia qui vise à analyser les régimes d'autonomie définis comme les modalités d'organisation de l'accompagnement à l'autonomie qui découlent de discours sociaux, de normes institutionnalisées et de mesures concrètes d'aide mais aussi des pratiques quotidiennes de réalisation des tâches d'accompagnement des personnes âgées en perte d'autonomie et des personnes en situation de handicap (voir fiche). Un projet financé par la CNAF sur les effets de la rémunération des proches aidants sur la conciliation entre activité d'aide, vie personnelle et vie professionnelle. Il s'agit à partir des grandes enquêtes produites par la statistique publique de définir les caractéristiques sociales des aidants rémunérés, d'analyser la relation entre la rémunération des proches et leur implication dans l'aide, de comparer le vécu des aidants rémunérés et non rémunérés, et d'élaborer des hypothèses pour une analyse qualitative de la conciliation entre activité d'aide, vie personnelle et vie professionnelle (voir fiche S11).

Sommaire des fiches principales

✓ [Fiche S1] Politiques d'exonération sur les bas salaires : usages et effets potentiels

✓ [Fiche S2] Les familles monoparentales. Conditions de vie, vécu et action publique

✓ [Fiche S3] Accueil des enfants de moins de 3 ans

✓ [Fiche S4] L'impact de l'inflation sur les familles

✓ [Fiche S5] Le financement de la protection sociale et la notion de contributivité

✓ [Fiche S6] Investir dans le secteur du soin et du lien aux autres

✓ [Fiche S7] Conditions de travail et d'emploi des assistantes maternelles agréées

• [Fiche S8] La politique « bas et moyens salaires » de 1990-1992 : moment privilégié des rapports de l'Etat la régulation conventionnelle des salaires

• [Fiche S9] L'index d'égalité professionnelle hommes-femmes : un outil pour la négociation ?

• [Fiche S10] Trajectoires et expériences croisées dans les systèmes d'aide à l'autonomie (Trajex)

❑ [Fiche S11] Régimes d'autonomie dans le soin de longue durée : instrumentation et territoires (AURELIA)

❑ [Fiche S12] Les effets de la rémunération des proches aidants sur la conciliation entre activité d'aide, vie personnelle et vie professionnelle

Légende :

✓ Terminé, valorisation en cours

• En cours

❑ Nouveau

Articles dans les publications de l'Ires

- Par les chercheurs de l'Ires

Concialdi P. (2023), « L'évolution des salaires depuis 1950 : la rupture de 2017 », Document de travail IRES, N°02.2023, octobre 2023.

Concialdi P. (à paraitre), « Eclairages historiques et économiques sur la contributivité », Revue de l'IRES n°110-111 (à paraître)

Delahaie N. (2023), « Irlande. Le système de santé sous pression malgré un plan de réformes ambitieux », Chronique internationale de l'IRES, n° 182, juin, p.19-31.

Fagnani J. (2023), « Allemagne - Les nouvelles mesures gouvernementales pour renforcer la participation des femmes au marché du travail : un défi impossible ? », Chronique internationale de l'IRES n°183, septembre 2023

Freyssinet J. (à paraitre), « La problématique de la contributivité dans l'indemnisation du chômage », Revue de l'IRES n°110-111 (à paraître)

Math A. (2023), « Baisse des naissances, service public de la petite enfance et congé parental mieux indemnisé : la branche famille de la Sécurité sociale dispose-t-elle des moyens pour réaliser les réformes annoncées ? », Éclairages #27, IRES, novembre 2023

Math A. (2023), « Europe - Accueil de la petite enfance et modes de garde : une révision des objectifs de Barcelone à l'horizon 2030 » (avec Catherine Collombet), Chronique internationale de l'IRES n°182, juin 2023

Math A. (2023), « Europe - Critères de Barcelone et accueil des jeunes enfants : des disparités croissantes entre les pays » (avec Catherine Collombet), Chronique internationale de l'IRES n°182, juin 2023

Math A. (2023), « Inflation, salaires. Réponses des États, revendications des salariés », Chronique internationale de l'IRES, n°180, janvier 2023

Math A. (à paraître), « D'une mesure salariale discrétionnaire à la mise en place d'une assurance sociale singulière. Les prestations familiales et leur financement des origines aux années 1940 », Revue de l'IRES n°110-111 (à paraître)

Math A. (à paraître), « Le rôle joué par le financement dans l'évolution de la politique familiale depuis 1950 », Revue de l'IRES n°110-111 (à paraître)

Tallard M., Vincent C. (à paraître), " La politique 'Bas et moyens salaires' de 1990-1992, moment privilégié des rapports de l'Etat à la régulation conventionnelle des salaires", in Gautié J., Machu L., Pelisse J. (dir) L'Etat et les salaires depuis 1945, Cahiers du CHATEFP.

Vincent C. (2023), " Espagne - Une réforme des retraites issue du dialogue social", Chronique internationale n°182, juin

- Dans le cadre de l'Agence d'objectifs par d'autres chercheurs

Investir dans le secteur du soin et du lien aux autres : un enjeu d'égalité entre les femmes et les hommes, Avril 2023, Louisa CHASSOULIER, François-Xavier DEVETTER, Séverine LEMIERE, Muriel PUCCI, Rachel SILVERA (coordination) et Julie VALENTIN avec la collaboration de Louis Alexandre ERB

Évaluation de l'Index de l'égalité professionnelle, Avril 2023, Thomas BREDA, Juliette DUCOULOMBIER, Paul DUTRONC-POSTEL, Marion LETURCQ, Joyce SULTAN PARRAUD, Maxime TO

Autres publications des chercheurs de l'Ires

Boyer, D. and Fagnani, J. (2023) 'France country note', in Blum, S., Dobrotić, I., Kaufman, G., Koslowski, A. and Moss, P. (eds.) International Review of Leave Policies and Research 2023. https://www.leavenetwork.org/fileadmin/user_upload/k_leavenetwork/annual_reviews/2023/France2023.pdf

Concialdi P. (2023), "The French pension system: A long-term macroeconomic perspective", Revista Pesquisa e Debate, v. 35, n. 1(63).

Concialdi P., Isidro L., Naji I., Math A. (2023), Le financement de la protection sociale. Contributions sur la notion de contributivité, CFE-CGC, rapport pour l'agence d'objectifs IRES, juin 2023. https://ires.fr/publications/cfe-cgc/le-financement-de-la-protection-sociale/

Collombet C., Math A. (2023), « La politique familiale en direction des parents isolés en France dans une perspective de comparaison européenne » in Le Pape M-C. et Helfter C., Les familles monoparentales. Conditions de vie, vécu et action publique. Un état des savoirs, La Documentation française, p.159-184

Devetter XXX

Math A. (2023), Les évolutions de la base mensuelle des allocations familiales (Bmaf) et du montant de quelques prestations familiales sur longue période (1940-2023), note pour le HCFEA, adoptée et publiée par le Conseil de la famille du HCFEA le 7 novembre 2023.

Meilland C. (2023), « France et Danemark : deux modèles de formation professionnelle continue aux impacts différenciés ? », Revue d'action Publique n°16 « Formation continue et trajectoires professionnelles », pp 16-28.

Transformations des systèmes productifs, macroéconomie

Les transformations numérique et environnementale, les recompositions des chaines de valeur qui vont avec, ont été au cœur des travaux engagés en 2023 dans le cadre du centre commun de recherche, avec comme point commun de s'interroger sur les reconfigurations productives à l'œuvre, sur les alternatives aux modèles capitalistiques du numérique, sur l'outillage pouvant en résulter pour les organisations syndicales, mais aussi de s'interroger sur les réponses à apporter en matière de régulation.

Un premier groupe de travaux a porté sur les recompositions sectorielles à l'œuvre.

L'étude « Un bilan des politiques industrielles en France - Focus sur l'industrie pharmaceutique, les télécoms et l'industrie 4.0 », coordonnée par Catherine Sauviat et Claude Serfati dans le cadre d'une agence d'objectif CFE-CGC (fiche M3). Il s'est agi de proposer une réflexion sur la politique industrielle française, à partir de l'analyse de deux secteurs industriels, les télécoms et la pharmacie et des stratégies des grands groupes qui y sont à l'œuvre (modèles d'affaires, stratégies de compétitivité et d'innovation, modes d'insertion dans les chaînes mondiales de valeur, externalisations et délocalisations, financiarisation). Une attention particulière a été portée aux initiatives récentes de la France en faveur de l'industrie du futur (industrie 4.0) en comparaison avec l'Allemagne, comme illustration d'un nouvel agenda industriel et des enjeux afférents en termes de politiques publiques. Le rapport a été publié à l'automne 2023, et le projet est en cours de valorisation, en collaboration avec la CFE-CGC, commanditaire de l'étude dans le cadre d'une AO.

Le projet européen « Team HUB » (fiche M7) se centre quant-à-lui plus spécifiquement sur les implications de l'essor du e-commerce, des recompositions à l'œuvre dans les chaines d'approvisionnement et de logistique, dans le contexte de la transformation numérique et environnementale. Le projet est coordonné par la Fondation Brodolini et bénéficie d'un co-financement de la Commission Européenne. L'IRES (Odile Chagny) y participe, aux côtés de plusieurs partenaires européens, principalement syndicaux. Il s'agit principalement de doter les syndicats et les travailleurs de la logistique des connaissances et des compétences nécessaires pour proposer une refonte durable des modèles d'entreprise et de l'organisation du travail dans le e-commerce. Le projet s'appuie sur des recherches documentaires et de terrain, met en œuvre des activités de formation et de mise en réseau et formulera des recommandations à destination des organisations syndicales et de la Commission Européenne. Le projet a débuté à l'été 2022, et durera jusqu'à l'été 2024.

Le dernier projet sectoriel s'est centré quant à lui sur la montée en puissance des activités de services intermédiées par les plateformes numériques. Le projet européen "Don't Gig Up, Never !" est coordonné par la Fondation Brodolini, l'IRES y contribuant au travers de la participation d'Odile Chagny. Le projet visait à accroître les connaissances et la sensibilisation sur les façons dont les plateformes numériques de travail agissent en tant qu'employeurs ou intermédiaires de l'emploi ; comment les relations industrielles et les décideurs politiques peuvent aborder de manière adéquate la question d'une meilleure protection des travailleurs des plateformes. Le projet s'est centré sur les

plateformes de travail fournissant des services autres que le transport et la livraison (plateformes de mise en relation de « petits boulots de services » (jardinage, nettoyage, baby-sitting, etc.) et de « services qualifiés » (marketing, publicité, traduction, etc.), plateformes de micro-travail). Le projet visait à produire des recommandations en matière de régulation. Il a notamment donné lieu à l'élaboration d'un « Modèle de conditions générales de service », un court document autonome proposant une approche facile à lire et à adapter, avec des propositions d'améliorations possibles des Conditions générales d'utilisation des plateformes. Le projet avait une durée de deux ans, et s'est achevé à l'été 2023.

Le second type de travaux menés en 2022-2023 a porté sur l'exploration des alternatives aux modèles capitalistiques des grands acteurs du numérique, via les activités du réseau Sharers & Workers (fiche M2).

Le réseau, initié en 2015 par l'IRES (Odile Chagny) et ASTREES (Christophe Teissier), vise à faire se rencontrer des acteurs de la recherche, des acteurs de la transformation numérique en entreprise et des acteurs syndicaux pour appréhender collectivement ces transformations.:La démarche s'est d'abord déployée en France à partir de 2015, puis à l'échelle Européenne depuis début 2018, en coopération avec la Confédération Européenne des Syndicats. Le réseau a initié en 2021 un nouveau cycle d'événements Sharers & Workers, toujours dans une logique partenariale, avec plusieurs partenaires. Le cycle « le Web après les Plateformes » est porté en collaboration avec plusieurs organisations engagées dans la volonté de faire du numérique "un bien commun (CAP DIGITAL, Startin'blox, le projet TESaCO de l'Académie des Sciences Morales et Politiques). Le quatrième événement du cycle, en mars 2023, a porté sur la démocratie délibérative et les moyens de se saisir des opportunités permises par l'interopérabilité pour redonner du pouvoir d'agir à la démocratie délibérative, notamment via la capacité à générer de l'intelligence collective et de la gouvernance partagée. Cela a été l'occasion de mettre en avant l'approche syndicale de ces sujets (intervention d'une secrétaire nationale de la CFE-CGC).

Le troisième groupe de travaux s'est plus spécifiquement attaché à appréhender les impacts de l'IA.

Le projet européen Secoia Deal (SErvir la confiance dans l'IA par le dialogue, fiche M1) a été initié par l'IRES (Odile Chagny), en partenariat avec ASTREES, la CFE-CGC, la CID et l'U2P. La CFE-CGC était leader du projet, l'IRES et ASTREES co-coordinateurs. Le projet visait plusieurs objectifs, en vue de relever les nombreux défis posés par le développement de l'intelligence artificielle et affectant l'emploi et le travail, tout particulièrement en matière de dialogue social. Sur le plan économique, les travaux ont mis en évidence que le mécanisme de création de valeur de l'IA est complexe à appréhender, avec des possibles déplacements entre acteurs d'une chaîne de valeur qui font apparaître de nouvelles questions juridiques. Il en est résulté l'importance, mise en avant dans le projet en matière de recommandation, de veiller à ce que la répartition de la valeur créée reste équitable entre les différentes parties prenantes à proportion de la contribution apportée par chacun, et que les impacts positifs et négatifs générés par la mise en place de nouveaux systèmes puissent être appréhendés le plus en amont possible comme condition indispensable au développement de cette technologie, si nous souhaitons maintenir un monde économique durable. Le projet, d'une durée de deux ans, s'est achevé en avril 2023. Il est entré depuis lors dans une période de valorisation.

Le projet « L'Intelligence Artificielle au travail : perspectives ergonomiques et économiques » (Fiche M5) est coordonné par le CNAM (Flore Barcellini), et associe plusieurs partenaires, dont l'IRES

(Annie Jolivet). Il est mené dans le cadre d'une AO CGT-FO de l'IRES. Les objectifs de ce projet sont de construire un état des lieux problématisé des usages (par les entreprises, les administrations et les travailleurs) de l'IA, de leurs tendances et de leurs conséquences sur le travail et l'emploi., de repérer et discuter les recommandations que la littérature délivre en termes d'options de politiques d'entreprises et de politiques publiques sur les usages de l'IA et son déploiement dans le monde du travail. Le projet vise à proposer des pistes de recherche pour les sciences du travail et de l'emploi (principalement ergonomie du travail, économie du travail, sociologie du travail). Le projet a débuté en janvier 2023, et s'achèvera en mars 2024.

Le quatrième et dernier groupe de travaux menés dans le cadre de l'axe transformations des systèmes productif porte plus spécifiquement sur la transition environnementale.

Le projet « COMETES - COnstruire les Métiers et les Emplois de la Transition Écologique et Sociale, Fiche M4) est cofinancé par l'ADEME. Il rassemble 7 partenaires, dont l'IRES (Annie Jolivet). Il est coordonné par le CEET-CNAM. Le projet vise à analyser l'articulation entre les questions d'emplois et de formations et celles de la transition écologique et sociale. L'objectif est de comprendre comment se construisent et se diffusent les métiers, les emplois et les formations dans des activités de l'économie circulaire (réemploi, réutilisation et réparation) ainsi que dans les activités transversales (animation, ingénierie, R&D, incubation etc.) nécessaires aux nouvelles fonctionnalités de l'économie de proximité et de la transition. Il s'agit de contribuer à la connaissance scientifique, mais aussi de délivrer des enseignements pour l'Ademe et ses partenaires, sur les conditions d'une politique environnementale et sociale réussie, pour pérenniser, valoriser et diffuser les métiers, leurs emplois et leurs formations, leur donner de la visibilité et les inscrire dans l'économie (entreprises, collectivités etc.).

Sommaire des fiches principales

- ✓ [Fiche M1] Don't gig up, never!
- ✓ [Fiche M2] Un bilan des politiques industrielles en France - Focus sur l'industrie pharmaceutique, les télécoms et l'industrie 4.
- [Fiche M3] COMETES - Construire les Métiers et les Emplois de la Transition Écologique et Sociale
- [Fiche M4] L'Intelligence Artificielle au travail : perspectives ergonomiques et économiques
- [Fiche M5] Réseau Sharers & Workers
- [Fiche M6] Team Hub !

Légende :

- ✓ Terminé, valorisation en cours
- En cours
- ❑ Nouveau

Articles dans les publications de l'Ires

Sauviat C. , C. Serfati, avec la participation de M. Kahmann (2023) Un bilan des politiques industrielles en France : Focus sur deux secteurs, l'industrie pharmaceutique et les télécoms et sur l'industrie 4.0. Etudes AO-CFE-CGC

Autres publications par les chercheurs de l'Ires

Rapport Final, Projet Don't GIG UP Never! (2023) : https://www.dontgigup.eu/wp-content/uploads/2023/07/Dontgigupnever_final_report_ENG-1.pdf

Modèle de conditions générales de service, Projet Don't GIG UP Never! (2023) https://www.dontgigup.eu/wp-content/uploads/2023/07/Dontgigupnever_Model_Terms_and_Conditions-FR.pdf

Odile Chagny, (2022), Rapport d'état national Projet Don't GIG UP Never! https://www.dontgigup.eu/wp-content/uploads/2022/06/Country%20Update_France.pdf

Odile Chagny, (2023), Projet Don't GIG UP Never! Country Case Study Report FRANCE https://www.dontgigup.eu/wp-content/uploads/2023/06/Dontgigupnever_case-studies_FRANCE_ENG.pdf

Odile Chagny (2023) : "Team Hub Country Fiche FRANCE" https://team-hub-project.eu/wp-content/uploads/2023/07/countryfiche-France.pdf

Odile Chagny & al. (2024) : "Team Hub CASE STUDY REPORT" https://team-hub-project.eu/wp-content/uploads/2024/01/case-study-report.pdf

Activités transversales

La Chronique internationale de l'IRES



L'année 2023 a donné lieu à la parution de 4 numéros de la Chronique internationale de l'IRES : 3 numéros variés, et un numéro spécial consacré au Syndicat face aux défis environnementaux.

Elle a marqué un effort de consolidation et fidélisation des correspondants extérieurs de la Chronique internationale, qui sera poursuivi et approfondi en 2024 de manière à combler les manques existants sur un certain nombre de pays, dans un premier temps en Asie et sur le continent américain (Amérique du nord, Amérique centrale et Amérique du sud).

Chronique n°184 n° spécial - Les syndicats face aux défis environnementaux

Du déni à la justice environnementale : diversité des stratégies syndicales, Thomas Coutrot et Cristina Nizzoli

Europe - La Confédération européenne des syndicats et la transition juste, Bianca Luna Fabris et Philippe Pochet

Allemagne - Les syndicats, co-acteurs de la transition écologique, Marcus Kahmann

Belgique - Des syndicats partagés entre défense de l'environnement et de l'emploi, Douglas Sepulchre

Suède - Un large soutien syndical à la politique climatique, bien moindre à la politique environnementale, Annie Jolivet

Argentine - Le développement productif contre l'environnement ? Arnaud Trenta

Australie - Rattrapage et transition en demi-teinte, Stéphane Le Queux

Canada - Partenariats, emplois durables et neutralité carbone : les syndicats et la transition juste, Axel Magnan

États-Unis - Des syndicats focalisés sur la défense de l'emploi et divisés face à la transition énergétique, Catherine Sauviat

Chronique n°183

États-Unis - La mobilisation d'une catégorie de travailleurs et travailleuses précaires des universités : le cas des gradworkers, Marie A. Ménard

Grèce - La loi de 2021 : droits syndicaux sous pression et réactions syndicales, Christina Karakioulafis

Autriche - 20e congrès de l'ÖGB et changement climatique : vers un syndicalisme de transformation sociale ? Kevin Guillas-Cavan

Allemagne - Les nouvelles mesures gouvernementales pour renforcer la participation des femmes au marché du travail : un défi impossible ? Jeanne Fagnani

Allemagne - Les stratégies d'IG Metall en matière de négociation collective : à l'est, rien de nouveau ? Michael Whittall, Ingrid Artus, Andreas Fisher et Judith Holland

Chronique n°182

Royaume-Uni - Le gouvernement britannique veut restreindre le droit de grève en réponse à un mouvement social historique, Heather Connolly

Irlande - Le système de santé sous pression malgré un plan de réforme ambitieux, Noélie Delahaie

Espagne - Une réforme des retraites issue du dialogue social, Catherine Vincent

Europe - Accueil de la petite enfance et modes de garde : une révision des objectifs de Barcelone à l'horizon 2030, Catherine Collombet et Antoine Math

Europe - Critères de Barcelone et accueil des jeunes enfants : des disparités croissantes entre les pays, Catherine Collombet et Antoine Math

Chronique n°181

Québec - Les relations professionnelles à l'heure de la pénurie de main-d'œuvre, Patrice Jalette

Royaume-Uni - Immigration : priorité au politique ou à l'économique ?, Jacques Freyssinet

États-Unis - Des négociations collectives sous contraintes dans le fret ferroviaire, Catherine Sauviat

Dossier : Actualité des relations de travail en Suisse - Introduction : Les impacts sur le syndicalisme de relations de travail de plus en plus défavorables aux salarié·es en Suisse, Aris Martinelli

Suisse - Les enjeux de la flexibilisation du temps de travail dans l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux, Aris Martinelli

Suisse - Renonciation à l'enregistrement du temps de travail : quelles mesures de protection de la santé ? Nicola Cianferoni

Suisse - Les luttes des précaires de la logistique : le « système DPD » Nicolas Pons-Vignon et Enrico Borelli

La Revue de l'IRES



Au cours de l'année 2023, un numéro varia simple (n°109) est paru et un numéro spécial double (n°110-111) est en cours de finalisation pour une publication au début de l'année 2024. Le numéro spécial double (n°107-108), portant sur l'évolution des relations professionnelles en France et programmé en 2022, a également été publié en 2023.

Dans le numéro varia 109, les trois premiers articles portent sur les conditions de travail. Le premier analyse le travail d'organisation dans les start-up, à travers les pratiques managériales visant à produire des formes d'engagement au travail et les tensions induites par la financiarisation de ce type de structures.

Le deuxième traite des usages de la polyvalence dans la distribution low cost et de ses effets sur les salariés, entre subordination accrue et recherche d'autonomie, selon leurs caractéristiques sociales et professionnelles. Le troisième étudie l'exposition des intérimaires aux accidents de travail et aux maladies professionnelles, et leur capacité à s'en prémunir ou pas selon leurs trajectoires. Le quatrième article du numéro explore les tensions induites par une expérimentation de développement syndical issue d'un partenariat entre un syndicat implanté dans le secteur du nettoyage et une association issue du community organizing, et révèle un phénomène de concurrence sur le terrain des luttes syndicales des précaires en France. Enfin, le dernier article porte sur les expériences d'agenda économique et social paritaire autonome visant à mettre à distance l'agenda imposé par le gouvernement et dégage les conditions et limites d'une capacité de régulation autonome des partenaires sociaux.

Le numéro spécial double 110-111 porte sur le financement de la protection sociale au prisme de la notion de contributivité dans le cadre français. La notion de contributivité est toujours fortement mobilisée dans les débats sur la protection sociale et son financement. Toutefois, cette notion n'est pas univoque et les implications à en tirer sur le financement ne vont pas forcément de soi. Ce numéro vise à éclairer cette question, en proposant plusieurs points de vue sur les contenus et représentations de la notion de contributivité, afin d'en saisir les enjeux au regard de l'évolution du financement de la protection sociale et de l'évolution des droits sociaux eux-mêmes. Dans une perspective pluridisciplinaire (économie, sociologie, droit), les articles traitent notamment des prestations familiales, des retraites et de l'assurance chômage. Il comporte plusieurs contributions issues d'une recherche pour la CFE-CGC dans le cadre de l'agence d'objectif et d'une recherche menée pour l'EN3S.

Programmation 2024 & politique éditoriale

Pour l'année 2024, un numéro double est en préparation à partir d'articles portant sur la question de l'égalité professionnelle. Un numéro varia simple complètera la programmation.

Comme par le passé, les efforts seront maintenus afin d'élargir le champ des thématiques abordées.

Revue n°109

Produire l'auto-engagement au travail : Modalités du travail d'organisation dans une start-up en croissance, Marion Flécher

La polyvalence dans le commerce et les services : Recomposition de la division du travail et subordination accrue, Cyrine Gardes

Les intérimaires, des travailleurs surexposés aux accidents du travail, Benoit Scalvinoni, Laurence Montcharmont, et Rachid Belkacem

Le renouvellement syndical en quête d'alternative : les ambivalences du recours à l'union organizing dans le secteur du nettoyage en France, Saphia Doumenc

L'agenda social paritaire : un projet de régulation interprofessionnelle autonome, Jacques Freyssinet

Revue n°110-111 (en préparation) Contributivité et financement de la protection sociale

Introduction générale

Réflexions sur la polysémie et la relativité de la notion de contributivité en droit de la protection sociale interne, européen et international, Lola Isidro

Les trois dimensions de la contributivité dans les assurances sociales contemporaines, Elvire Guillaud et Michaël Zemmour

Éclairages historiques et économiques sur la contributivité : illustrations sur les retraites, Pierre Concialdi

La problématique de la contributivité dans l'indemnisation du chômage, Jacques Freyssinet

Les sens de la contributivité des retraites : une approche par la multiplicité des usages syndicaux, patronaux et administratifs, Ilias Naji

D'une mesure salariale discrétionnaire à la mise en place d'une assurance sociale singulière : les prestations familiales et leur financement, des origines aux années 1940, Antoine Math

Le rôle joué par le financement dans l'évolution de la politique familiale depuis 1950, Antoine Math

Éclairages

« La troisième loi Auroux et la négociation d'entreprise dérogatoire » **avril 2023, Jacques FREYSSINET** : Loin d'être récente, la possibilité de conclure des accords collectifs d'entreprise dérogatoires à des textes de rang supérieur est introduite dès les lois Auroux de 1982, pourtant largement saluées pour leurs avancées en matière de droit du travail. Comment expliquer ce paradoxe ?

« Qui définit l'Agenda social ? » juin 2023, Jacques FREYSSINET : En avril 2022, les organisations patronales et syndicales décident d'adopter chaque année un « agenda social et économique paritaire » pour affirmer leur autonomie face à un agenda social fixé unilatéralement par le gouvernement. Cependant, au début de 2023, le gouvernement est à nouveau à l'initiative, faisant planer un doute sur la capacité qu'ont ces organisations de s'accorder sur un programme de négociations qui traduise des priorités communes.

« Baisse des naissances, service public de la petite enfance et congé parental mieux indemnisé : la branche famille de la Sécurité sociale dispose-t-elle des moyens pour réaliser les réformes annoncées ? », **novembre 2023, Antoine MATH :** La ministre des Solidarités et des Familles a confirmé le 8 novembre 2023 la décision de créer dès 2025 un nouveau « congé familial » plus court et mieux rémunéré que l'actuel congé parental. Compte tenu des perspectives de dépenses et de recettes pour les prochaines années, la branche famille de la Sécurité sociale aura, sans moyens supplémentaires, des difficultés pour boucler une telle réforme, conjointement aux deux autres réformes décidées récemment : le service public de la petite enfance et la réforme du complément mode de garde. Faudra-t-il en rabattre par rapport aux ambitions affichées ? Faudra-t-il compter sur la poursuite de la baisse des naissances pour mener à bien ces réformes ?

« Mort du paritarisme ? » **novembre 2023, Jacques FREYSSINET :** Depuis deux décennies, la crise, la fin ou la mort du paritarisme sont périodiquement annoncées. La politique d'Emmanuel Macron a donné une nouvelle actualité à ces pronostics. Ils ont semblé avoir été vérifiés en 2018 dans le domaine de la formation professionnelle. Aujourd'hui, une double épreuve de vérité sur l'avenir du paritarisme sera fournie par le sort que réservera le gouvernement aux accords signés en octobre et en novembre dernier sur les retraites complémentaires et sur l'assurance chômage.

Documents de travail et rapports de l'IRES

Documents de travail :

***« L'agenda social paritaire : un projet de régulation autonome »,* janvier 2023, Jacques FREYSSINET :** L'accord national interprofessionnel du 14 avril 2022 sur le paritarisme prévoit « la construction d'un agenda économique et social paritaire autonome » par les organisations patronales et syndicales. Il s'agit pour les signataires de prendre leurs distances à l'égard d'un agenda qui serait imposé par le gouvernement. Des tentatives de cette nature sont observées depuis plus de cinquante ans avec un degré de succès inégal. Il est utile d'en tirer quelques enseignements pour préciser les conditions de réussite d'un nouveau dispositif qui est, pour la première fois, présenté comme permanent.

***« L'évolution des salaires depuis 1950 : la rupture de 2017 »,* octobre 2023, Pierre CONCIALDI :** Les grandes tendances de l'évolution des salaires dans le secteur privé sont analysées depuis le milieu du XXe siècle à partir des données publiées par l'INSEE. Une première partie présente les concepts, sources et méthodes utilisés pour construire les indicateurs de salaire mobilisés dans l'étude. On distingue les concepts usuels de salaire (rémunération totale, salaire brut, salaire net). Les salaires moyens sont mesurés à qualification constante afin d'éviter le biais – particulièrement important sur longue période - lié à l'élévation tendancielle du niveau de qualification des emplois.

Rapports :

***« Servir la Confiance dans l'Intelligence Artificielle par le Dialogue »* – SeCoIA Deal, mai 2023** :

Le projet SECOIA DEAL, piloté par la CFE-CGC en collaboration avec ses partenaires (IRES, Astrées, CIDA et U2P) auxquels se sont associés (la CEC European Managers, l'ONG AlgorithmWatch, la Fondation Brodolini, l'organisation Ledarna) a constitué et réuni durant deux années une communauté d'acteurs européens d'horizons variés (experts IA ; experts RH, éditeurs de logiciels, avocats, syndicalistes, dirigeants de petites entreprises, manageurs, chercheurs, …) partageant l'envie de travailler collectivement sur le sujet de l'Intelligence Artificielle et du Dialogue Social. La méthode de co-construction déployée par la communauté SECOIA Deal (choix des thèmes d'exploration et d'expérimentation, élaboration des outils mis à disposition) préfigure en elle-même une forme nouvelle de dialogue enrichi.

« Budgets de référence dans la ville de Nantes », Pierre CONCIALDI, Jeanne FAGNANI, Louise GASTE, Antoine MATH, avril 2023 : Ce rapport restitue les principaux résultats qualitatifs et quantitatifs de la recherche sur les budgets de référence réalisée à la demande de la ville de Nantes au printemps 2022. La démarche des budgets de référence a été initiée en France par l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) et a fait l'objet du rapport de l'ONPES 2014-2015.

Le Séminaire international de l'IRES

Le séminaire international de l'IRES est un rendez-vous bimensuel qui se penche sur les enjeux du syndicalisme dans une perspective inter et transnationale. Ce lieu d'échanges unique en France entre la recherche et le milieu syndical existe depuis 1990. Marcus KAHMANN et Cristina NIZZOLI assurent l'organisation de ce séminaire ouvert, sur inscription.

***« La relation travail-nature comme enjeu syndical dans le sud global »*, 9 février 2023 :** Cette séance du séminaire international a traité de la manière dont la relation travail-nature est appréhendée par des syndicalistes d'un pays du Sud global, l'Inde. Elle a eu pour objectif d'éclairer les syndicalistes des pays du Nord sur la manière dont ils se saisissent de la question environnementale.

Intervenante : Nora RÄTHZEL, sociologue, professeure à Umea University (Suède). Discutant.es : Romain DESCOTTES, en charge des questions environnementales à l'espace International de la CGT et Cristina NIZZOLI, chercheure à l'IRES.

***« Quelles leçons du New Deal pour la transformation écologique et sociale ? »*, 11 mai 2023 :** Le New Deal américain des années 1930 est un point de référence historique du « Pacte vert » (Green New Deal), qui se met en place dans les années 2020 dans l'Union européenne et aux États-Unis. Il consiste en une politique publique de lutte contre le changement climatique qui poursuit aussi des objectifs de justice sociale tels que la création d'emplois et la réduction des inégalités économiques. Le « Pacte vert » questionne les organisations syndicales sur leur rôle et leur positionnement. Doivent-elles se contenter de souligner ses limites ou devenir les moteurs de la transformation socio-écologique ?

Intervenant : Steffen LEHNDORFF, économiste, Université de Duisbourg-Essen, auteur de *« New Deal means being prepared for conflict »*. Discutant.es : Béatrice CLICQ, responsable environnement et climat, FO et Thomas COUTROT, économiste, chercheur associé à l'Ires.

***« Syndicalisme dans le secteur informel au Sénégal. L'exemple du secteur des transports »*, 23 novembre 2023 :** Lors de cette séance, Sidy Cissokho a abordé l'un des principaux enjeux du mouvement syndical en Afrique : la syndicalisation des travailleurs du secteur dit « informel ». Pour y réfléchir, il s'est appuyé sur l'exemple des travailleurs du transport de passagers au Sénégal. Après être revenu sur quelques-uns des traits spécifiques de l'activité syndicale dans ce secteur, considéré comme emblématique de l'économie informelle en Afrique, il a retracé la façon dont la branche transport de la principale confédération syndicale au Sénégal y a acquis une forte implantation durant les années 1990.

Intervenant : Sidy Cissokho, sociologue, chargé de recherche au Clersé, Lille. Discutants : José Calderon Gil, sociologue, maître de conférences au Clersé, Lille et Alfred Inis Ndiaye, sociologue, professeur à l'Université Gaston Berger, St Louis (Sénégal).

Journées organisées par l'IRES

Conférence finale du projet SECOIA Deal, 17 janvier 2023 : Le 17 janvier 2023 s'est tenu à Bruxelles au CESE la conférence finale du projet européen SecoIADeal. : L'IRES a co-organisé cette conférence, avec la CFE-CGC et Astrées. Cette conférence a été l'occasion pour l'ensemble des parties prenantes de partager et discuter les recommandations et les propositions d'outils applicables du projet, imaginés à plusieurs niveaux (Union européenne et Etats membres, filières économiques ou plus simplement l'entreprise). Les solutions concrètes partagent en commun la nécessité d'instaurer un dialogue enrichi de nouvelles parties prenantes, de nouvelles thématiques, de nouvelles modalités, prérequis selon nous indispensable à la création de confiance entre les différents acteurs réunis par la mise en place de systèmes d'IA.

Les Rencontres IRES-ISST :

***5es Rencontres : « Les ordonnances de 2017 : quels effets ? » (II),* 14 avril 2023 :** Les ordonnances du 22 septembre 2017 « relatives au dialogue social et aux relations du travail » ont donné lieu à plusieurs évaluations notamment dans le cadre du comité d'évaluation des ordonnances, abrité par France Stratégie. D'autres sont encore à venir. Elles n'ont que partiellement rempli leur office en raison de l'ampleur du « spectre couvert », mais aussi des effets provoqués par la crise de COVID qui en a logiquement ralenti l'application.

6es rencontres « L'expertise auprès des représentants des travailleurs : ruptures et continuité » 14 novembre 2023 : Journée d'étude organisée par les « anciens de Syndex », l'ISST et l'IRES le 14 novembre 2023, de 9h30 à 17 h à l'ISST, 16 Bd Carnot, 92340 Bourg-la-Reine. La possibilité de recours à l'expertise par les représentants du personnel débute dans la période de l'après-guerre, peu après la création du Comité d'Entreprise. Initialement de nature économique et comptable, l'expertise a gagné en diversité et en intensité à partir des années 1970, dans le double contexte...

Conférences avec la Friedrich-Ebert-Stiftung Bureau de Paris :

« Les salaires au piège de l'inflation : quelles revendications syndicales dans le nouveau contexte économique ? », Paris, 17 mai 2023. Présentation par Antoine MATH et Frédéric LERAIS du numéro spécial de la Chronique internationale sur le sujet.

Autres conférences :

« Enquêter sur le syndicalisme : bilan et perspectives », journée d'étude 5 juin 2023 : Journée organisée par l'IRES en collaboration avec DySoLab et IDHE.S (financement Gis Gestes). Elle s'inscrit dans le cadre des activités du RT 18 « Relations professionnelles » de l'Association française de sociologie (AFS). La sociologie du syndicalisme, des conflits du travail et des relations professionnelles connaît un renouveau depuis une quinzaine d'années en France, par la mobilisation de méthodes d'enquête visant à la production de données originales et d'autres sociologies comme celles de l'action collective et du droit. Cette conférence a été l'occasion de partager le manifeste, du projet accessible sur le site internet dédié au projet.

Communication

Site et nouvelle charte graphique

La nouvelle version du site internet ires.fr a été mise en ligne en avril 2023 pour mieux valoriser les travaux et actualités, de l'Ires et rendre la navigation plus intuitive, notamment pour des visiteurs du site ne connaissant pas l'institut ou le monde de la recherche. Par ailleurs la nouvelle charte graphique a été déployée sur l'ensemble des publications et documents lors du premier trimestre. Entre la mise en ligne du site en avril et fin décembre 2023, on dénombre 28 000 utilisateurs, ce qui est moins élevé qu'en 2022 mais comparable à 2021.

Réseaux sociaux

L'Ires est actif sur plusieurs réseaux sociaux : Twitter compte désormais 4 010 abonnés, soit 10 % de plus que fin 2022 ; le nombre de relations du compte LinkedIn de l'Ires est de 1 590 fin décembre 2023, soit +34 % en un an. L'Ires a également une chaîne Youtube et est présent sur Datagora.

Newsletter et communiqués de presse

- 3 numéros de La Lettre de l'Ires diffusés en avril, juin et novembre 2023.
- Communiqués de presse diffusés pour annoncer les parutions de la Revue, la Chronique, les Eclairages et le Document de travail 02.023.

Chaine Youtube et valorisation des travaux

Les entretiens avec les Secrétaires Généraux et Présidents des organisations syndicales qui ont été réalisés à l'occasion des 40 ans de l'IRES en 2022 ont été mis en ligne, ainsi que des captations audio et vidéo réalisées lors de cette journée anniversaire.

Se trouvent en ligne également les captations audios du Séminaire international de l'IRES :

- « La relation travail-nature comme enjeu syndical dans le sud global », séance du 9 février 11 2023
- « Quelles leçons du New Deal pour la transformation écologique et sociale ? » Séance du 11 mai 2023
- « Syndicalisme dans le secteur informel au Sénégal. L'exemple du secteur des transports » séance du 23 novembre 2023

Liste des vidéos de valorisation des travaux réalisées en 2023 :

« La recherche à l'IRES : quelles spécificités ? » : Noélie Delahaie, Arnaud Trenta et Catherine Vincent, trois chercheurs à l'IRES exerçant chacun dans des domaines différents, présentent leurs objets de recherche et la façon dont ils s'en saisissent.

« La réforme des retraites en Espagne » : Catherine Vincent, sociologue et chercheure à l'IRES, revient sur la réforme des retraites en Espagne et éclaire le débat avec ces trois questions : En quoi la réforme des retraites mise en place en Espagne est-elle issue du dialogue social ? Quelles ont été les mesures principales adoptées dans le cadre de cette réforme ? En quoi cette réforme se distingue de celles adoptées dans les autres pays européens ?

« Produire l'auto-engagement au travail : 3 questions à Marion Flécher » : A l'occasion de la parution de la Revue de l'IRES n.109, Marion Flécher, docteure en sociologie au CEET, revient l'auto-engagement au travail et éclaire le débat avec ces trois questions : Qu'est-ce que le travail d'organisation dans une start-up et que vise-t-il à produire ? Comment l'organisation du travail se modifie-t-elle quand une start-up est en forte croissance ? Quels effets ont ces évolutions sur les conditions et les relations de travail ?

Ires dans les médias

- Faire converger les perceptions de la relation nature-travail, une clef pour le syndicalisme, 28 février 2023
- Compte-rendu du Séminaire international de l'IRES du 9 février 2023 sur le site de la revue Options
- *« Faire grève en France ou en Allemagne : quelles différences ? »*, interview d'Udo Rehfeldt sur Arte le 27 mars 2023.
- *« France : il y a un élargissement du mouvement revendicatif »*, interview de Jean-Marie Pernot sur TV5 Monde le 2 mai 2023.
- *« La recherche d'un agenda social autonome est un élément dans un jeu qui se joue toujours à trois* », 26 Juin 2023, interview de Jacques Freyssinet publiée sur AEF info.
- *« Les représentants du personnel, grands oubliés de la loi sur le devoir de vigilance* », 27 juillet 2023, Article d'Actuel CSE consacré à l'étude "Loi sur le devoir de vigilance : quelle implication syndicale dans l'élaboration des plans ?"
- *« Crèches privées : Ces services, lorsqu'ils sont privatisés, coûtent plus cher aux finances publiques »*, 6 Septembre 2023, interview de François-Xavier Devetter sur le site France Info.
- L'heure des choix, 13 septembre 2023, entretien avec Rachel Silvera au sujet de l'étude « Investir dans le secteur du soin et du lien aux autres : un enjeu d'égalité entre les femmes et les hommes » sur SAP – CGT Social
- *« Que sait-on du travail ? »* 18 Septembre 2023 ; synthèse de l'étude de Noélie Delahaie, Anne Fretel et Héloïse Petit publiée sur le site du Monde.

- Évolution salariale depuis 1950 : une étude de l'Ires publiée à l'approche de la Conférence sociale, 11 Octobre 2023, Article de News Tank RH au sujet du document de travail de Pierre Concialdi "L'évolution des salaires depuis 1950 : la rupture de 2017"
- *« Un processus de dévalorisation du travail salarié »,* 14 Octobre 2023 ; Interview de Pierre Concialdi publiée dans le journal La Marseillaise.
- *« Les salaires, grands perdants de l'évolution économique »,* 16 Octobre 2023 ; Article de Mediapart s'appuyant sur le Document de travail de Pierre Concialdi.
- *« Les exonérations de cotisations sociales ont favorisé l'emploi à bas salaire »,* 16 Octobre 2023 ; Interview de Pierre Concialdi publiée par Actuel CSE.
- *« Les problématiques de la monoparentalité »,* 19 Octobre 2023 ; Participation d'Antoine MATH à l'émission le 13/14 diffusée sur France Inter
- *« En matière de droit des étrangers, les digues ont sauté »,* 9 novembre 2023 ; Entretien avec Antoine MATH publié par Alternatives économiques.
- NEC 2023-IA : comment mettre la technologie au service des travailleurs ? 23 novembre 2023 ; Compte-rendu de la masterclass avec Odile Chagny lors de Numérique en Commun 2023 sur l'IA au travail, publié sur le site du Conseil national du numérique.
- « Jacques Freyssinet – *Politica publicas, atores soiais e trabalho* », 30 Novembre 2023. Chapitre consacré aux travaux de Jacques Freyssinet dans l'ouvrage collectif "Diálogos críticos: o pensamento estrangeiro e a sociologia do trabalho no Brasil" sur le dialogue entre auteurs brésiliens et internationaux dans le domaine de la sociologie du travail.
- *« L'accord collectif de branche apparaît bien utile lorsque le dialogue social d'entreprise n'existe pas »,* 1e décembre 2023 ; Tribune de Noélie Delahaie, Anne Fretel et Héloïse Petit publiée sur le site du Monde.
- ANI chômage/retraite : *« Double épreuve de vérité sur l'avenir du paritarisme »,* 1e décembre 2023 ; Compte-rendu de l'Éclairage de Jacques Freyssinet "Mort du paritarisme ?" publié sur le site News Tank RH.
- *Vers la « mort du paritarisme ? »,* 4 Décembre 2023 ; compte-rendu de l'Éclairage de Jacques Freyssinet "Mort du paritarisme ?" publié sur le site AEF info.

Interventions de l'équipe de recherche

Sur le thème « Relations professionnelles et syndicalisme »

Noélie Delahaie

- « Articulation des négociations de branche et d'entreprise », avec Anne Fretel (LED, Univ. Paris 8 et IRES), FESESCGT, ISST, Bourg la Reine, novembre 2023 (3h).« Can sectoral collective agreements still be used to set the conditions for competition ? » avec Anne Fretel (LED, Univ. Paris 8, IRES) et Héloïse Petit (Cnam, CEET), 41st Conference of the International Working Party on Labour Market Segmentation (IWPLMS), Cnam, Paris, 14-16 septembre 2023.« Quels rôles de la branche dans la définition des conditions d'emploi et de travail en France ? », avec Anne Fretel (LED, Univ. Paris 8, IRES) et Héloïse Petit (Cnam, CEET), XIIe congrès de l'AFEP, Université Paris Cité, 4-7 juillet 2023.
- « Le rôle de la branche dans la détermination des conditions d'emploi et de travail », conférence collective dans le cadre du projet de médiation scientifique « Que sait-on du travail ? » lancé par le LIEPP, Sciences Po Paris, 21 juin 2023

Saphia Doumenc

- « Les invisibles du nettoyage : perspectives sociologiques d'une activité disqualifiée », Colloque « Nettoyer (les locaux) de l'administration. Réflexions sur le ménage de l'État et celles et ceux qui le font », Faculté de droit de Grenoble, 28-29 septembre 2023
- « Se politiser par la critique en acte du travail dans l'aide à domicile », avec Sophie Béroud, Journée d'étude « Socialisation et politisation : mondes du travail et mondes du privé », Université Lumière Lyon 2, 22 septembre 2023
- « Des mobilisations si improbables ? Contribution à l'analyse des ressorts sociaux de l'engagement de précaires. Le cas des femmes de chambre », Journées scientifiques du Centre Pierre Naville, Université d'Évry Val d'Essonne-Paris Saclay, 15-16 juin 2023
- « Les femmes de chambre, des grévistes si improbables ? Pour une approche intersectionnelle des mobilisations de précaires », Colloque international et interdisciplinaire « La grève. Perspectives analytiques et usages contemporains », Paris, CMH, 8-9 juin 2023
- « Restituer les engagements syndicaux de femmes de ménage dans la multiplicité de leurs déclinaisons. Retour sur un terrain ethnographique, longitudinal et intersectionnel », Séminaire Croiser le genre et la classe en sciences sociales – Parcours d'enquêtes, Paris, CRESPPA-CSU, 30 mai 2023
- « Défense d'un métier malmené : effets de politisation d'un engagement au travail dans l'aide à domicile », avec Sophie Béroud, Séminaire de l'ANR CITINDUS, Paris, IDHES, 25 mai 2023

Kevin Guillas-Cavan

- ÖGB-GLB, « Proteste in Frankreich: Mobilisierungen, Demonstrationen, Streiks [Mouvements sociaux en France : mobilisations, manifestations, grèves]», 11 Décembre 2023, Salzbourg.
- Future of Work, « The return of strike: the French case », 24 novembre 2023, Leicester, Royaume-Uni.
- Journée confédérale CGT-FO sur les CSE, « L'éloignement regrettable des représentants du personnel », 5 décembre 2023, Paris.
- Journée d'étude organisée par les Anciens de Syndex, l'IRES et l'ISST sur « L'expertise auprès des représentants des travailleurs », table ronde « crise du dialogue social, travail, écologie, l'expertise de nouveau à la croisée des chemins ? », 14 novembre 2023, Bourg-la-Reine.
- Université d'été d 'Attac Autriche, « Mächtig werden gegen Klimakrise und Kapitalismus: Lehre aus der französischen Gewerkschaftsbewegung und Debatten », 14 Juillet 2023, Traiskirchen.
- Podiumsdiskussion de l'ÖGB-GLB, « Mobilisierung gegen die Teuerung », 19 Juin 2023, Vienne

Marcus Kahmann

- « Places and motives of acts of solidarity in transnational working relations », 14-15 septembre 2023. Participation à cette conférence se tenant à Cracovie, dans le cadre du projet de recherche sur le Brexit
- 14th Annual TURI conference, 21-23 septembre 2023, Vilnius. Présentation intitulée « Collective bargaining in French big companies »
- Séminaire du département international 'IG Metall avec des élus du personnel (Betriebsräte) travaillant dans des filiales allemandes de multinationales françaises, 14 au 15 novembre à Francfort. Titre du séminaire : « Information et consultation, culture de management et stratégies d'entreprise ». Deux interventions : la représentation des travailleurs dans le système des relations professionnelles français ; sélection sociale et formation des élites managériales françaises. Séminaire coanimé avec Claude Serfati (IRES) et Benoit Ostertag (CFDT-FGMM).

Anna Frisone

- 01 avril 2023, participation au colloque de vulgarisation La Storia in Piazza, organisé à Gênes, avec une contribution, ensemble à la Dr. Beatrice Busi, au sujet Il lavoro nascosto nelle case. Cura e riproduzione dagli anni Sessanta a oggi, proposé par l'Association pour des Archives des Mouvements.
- 15 septembre 2023, participation au colloque Visions of Labour and Class in Ireland and Europe, organisé par l'Irish Labour History Society au Trinity College de Dublin, avec l'essai "There were aspects of women's reality they had been absolutely unable to catch". 1970s Trade Union Feminism in Italy and in France.

Cristina Nizzoli

- Intervention au séminaire METICES « Les conditions de l'action collective dans les EHPAD et le rôle des organisations syndicales ». Jeudi 30 mars 2023, Institut de sociologie, Bruxelles.
- Intervention à la Journée d'information-sensibilisation ISST/DRIEETS d'Ile-de-France, « Les contrats courts dans les métiers de l'aide à domicile », ISST, Bourg-la-Reine, 30 mai 2023.
- Intervention à la journée d'études « JE Crises du Travail. Analyses et Propositions » organisée par l'IES, 9 juin 2023, Grenoble.

Udo Rehfeldt

- Correspondant français du réseau d'experts européen « Worker participation in Europe » (WP Europe) de l'Institut syndical européen (ETUI). Site web: www.worker-participation.eu
- Conseiller le projet de recherche européen sur "La démocratie au travail - un idéal européen ? Discours et pratiques sur la démocratisation du travail après 1945" (EURO-DEM), projet pluriannuel (2021-2024), financé conjointement par l'ANR et la DFG allemande et coordonné par Roberto Frega (Centre Marc Bloch, Berlin) et Stefan Berger (Université de Bochum), avec la participation de Frank Georgi (Université d'Evry-Paris-Saclay)
- « Le dialogue social en Italie », présentation, Executive Master « Dialogue social et stratégie d'entreprise », Sciences Po, Paris, 13 janvier 2023.
- "Stagnation and decline of transnational company agreements (TCAs)", présentation à la réunion du réseau « Worker Participation in Europe », Institut syndical européen (ETUI), Bruxelles, 3 mars 2023.
- « Les relations professionnelles dans une perspective comparée : les modèles des pays européens » présentation en italien et en vidéo, Scuola di relazioni industriali, Université La Sapienza, Rome, 15 mars 2023.
- « Varieties of Workplace Democracy », séminaire du projet EURO-DEM, interventions comme discutant, Centre Marc Bloch, Université Humboldt, Berlin, 7-9 juin 2023.
- "The circulation of ideas and practices regarding workplace democracy in Europe and beyond, from WWII to the present," conference internationale du projet EURO-DEM, interventions comme discutant, Université d'Evry-Paris-Saclay, 28-29 septembre 2023.
- "The EWC Directive in context: Its history and relations with information and consultation rules at the national level," présentation à la session de formation du comité d'entreprise européen d'Air Liquide, Francfort/Main, 10 novembre 2023.
- Présentation du livre "Trade unions in the European Union", The Press Cub Brussels Europe, Bruxelles, 7 décembre 2023.
- "A future research agenda for collective bargaining and trade union revitalisation", participation au séminaire de recherche, Institut syndical européen (ETUI), Bruxelles 7-8 décembre 2023.

Sur le thème « Travail et conditions de travail »

Thomas Coutrot

- « Déchiffrer les évolutions du travail et de l'emploi pour éclairer l'avenir », 12 décembre 2023. Intervention dans le cadre de la journée des 30 ans de la DARES.
- Présentation au colloque annuel du COR " Bien-être et retraite ", " Soutenabilité et sens du travail ", Paris, 09/12/2023
- Présentation au webinaire du Cedris (Bruxelles) sur " Les nouveaux risques du travail ", " La perte de sens du travail, nouveau risque psychosocial ? ", 07/12/2023
- Présentation à la Journée d'étude " Perte de sens au travail et désengagement ? ", IRT PACA, " Le sens du travail : piège managérial ou levier d'émancipation ? ", Marseille, 9/11/2023
- Présentation aux Journées de l'Economie, " Réduire sa durée pour soigner le travail ", Lyon, 15/11/2023
- Intervention au séminaire " Le travail en quête de sens ", discussion autour de l'ouvrage " Que sait-on du travail ? " Sciences Po Paris, 30/11/2023
- Présentation à la journée d'étude " Donner du sens au travail : entre théories et pratiques " du CIME (IAE Paris), " Ce qui donne du sens au travail… et ce qui l'érode ", Paris, 06/12/2023
- « Le travail en 2040 : modalités de pilotage, enjeux de santé et sécurité au travail », 20 novembre 2023. Participation à cet après-midi de prospective organisé par l'INRS.
- Séminaire CEPN, de "Redonner du sens au travail, une aspiration révolutionnaire", Aubervilliers, 12/05/2023
- Présentation au colloque international " Working Party on Labour Segmentation " (avec C. Perez), " What about the meaning of work?", Cnam, Paris, 16/09/2023.
- Séminaire Cereq, "Redonner du sens au travail, une aspiration révolutionnaire", Marseille, 04/05/2023
- Audition aux Assises du travail, " Sens et démocratie au travail ", Paris, 5/01/2023
- Exposé au séminaire Ires-OFCE, " Sens du travail et marché de l'emploi ", Paris, 13/01/2023
- Exposé au séminaire du Centre Pierre Naville, Université d'Evry, (avec CP) " Redonner du sens au travail ", Paris, 20/01/2023
- Conférence pour l'UD CGT du Gard, " Redonner du sens au travail ", Nîmes, 26/01/2023
- Exposé à la Fabrique de l'ergonomie (Cnam), " Ralentir pour délibérer ", Paris, 27/01/2023
- Communication au colloque " Syndicalisme et Santé au travail ", "L'agenda néolibéral : étouffer le travail vivant", IEA Paris, 3/02/2023
- Audition à l'Assemblée générale de l'IGAS, " Redonner du sens au travail, une aspiration révolutionnaire ", 6/02/2023
- Conférence à l'UFR SESG, Université de Reims (avec CP), " Redonner du sens au travail, une aspiration révolutionnaire ", 06/03/2023

- Présentation aux Journées d'ergonomie de Bordeaux, " Vers une politique du travail vivant ?", 20/03/2023
- Conférence pour la CGT Education 95, "Redonner du sens au travail, une aspiration révolutionnaire", 30/03/2023.
- Conférence pour la CGT La Poste, "Redonner du sens au travail, une aspiration révolutionnaire", Paris, 06/04/2023.
- Intervention (avec CP) au colloque " Le travail dans tous ses états ", CESE, Paris, 10/05/2023.
- Conférence au séminaire CFE-CGC Orange (avec CP), " Redonner du sens au travail ", Paris, 05/06/2023.
- Conférence débat Solidaires 38, "Redonner du sens au travail, une aspiration révolutionnaire", Grenoble, 08/06/2023.
- Présentation au Colloque IES Grenoble, "Redonner du sens au travail, une aspiration révolutionnaire", Grenoble, 09/06/2023.
- Présentation aux journées scientifiques du CPN, Université d'Evry, " Pour une politique du travail : contribution aux débats du mouvement social ", 16/06/2023.
- Intervention (avec CP) au séminaire de présentation de l'ouvrage " Que sait-on du travail ? ", Sciences Po Paris, 21/06/2023.
- Présentation au colloque " " Le travail dans tous ses états : effets sur la santé ", " Travail, santé, démocratie : comment passer du cercle vicieux au cercle vertueux ?", Fribourg, 29/06/2023.
- Présentation aux journées d'été du CCN de la CGT, " Le sens du travail, un levier pour l'action syndicale ?", Courcelle, 23/06/2023.
- Conférence pour le SNU-Pôle Emploi, "Redonner du sens au travail, une aspiration révolutionnaire", Bordeaux, 11/09/2023.
- Conférence pour CGT Educ'action (Ministère de l'Education Nationale), "Redonner du sens au travail, une aspiration révolutionnaire", Paris, 11/10/2023.

François-Xavier Devetter

- Devetter FX, M. Pucci et J. Valentin (2023) Socialisation des salaires dans les métiers du lien et du soin les moins bien payés : une analyse à partir de cas-types fondés sur des professions, XIIème congrès de l'AFEP, 7 juillet 202, Paris.
- Devetter FX, M. Pucci et J. Valentin (2023) Les métiers du soin et du lien 3 modèles de régulation Journées de l'AES, 42èmes journées de l'AÉS – Perpignan – 28 et 29 août 2023
- Devetter FX, M. Pucci et J. Valentin (2023) Comment se situe la France par rapport à nos voisins en matière d'emplois dans le secteur du soin et du lien aux autres ? Journée d'études IRES – CGT, CESE, 9 novembre 2023.
- Devetter FX (2023) Les conditions de travail des assistantes maternelles, séminaire CNAF – CAF, 27 juin 2023, Paris.

- Devetter FX (2023) « Les pistes d'amélioration sur les conditions de travail et prévention des risques professionnels dans le secteur des personnes âgées », Séminaire conjoint HCFiPS/HCFEA, 15 décembre 2023, Paris.

Annie Jolivet

- Jolivet A. (2023), « Pénibilité du travail et retraite : une comparaison internationale des dispositifs existants », Séminaire du CREAPT « Les fins de vies actives à l'épreuve des conditions de travail », Cnam, Paris, 15 et 16 mai 2023 (actes à paraître).
- Jolivet A. (2023), « Pénibilité du travail et retraite : une comparaison internationale des dispositifs existants », Les rendez-vous du dialogue social, Institut du travail de Strasbourg et DREETS Grand Est, webinaire, 24 mai 2023.
- Thomas Amossé, Maëlezig Bigi, Laurent Cappelletti, Catherine Delgoulet, Christine Erhel, Nathalie Greenan, Annie Jolivet, Malo Mofakhami, Silvia Napolitano et Héloïse Petit avec Mikaël Beatriz, Ministère du Travail, Dares, Hélène Garner, France Stratégie et Dr Agnès Martineau-Arbès, Safran Aircraft Engines (2023), Que sait-on du travail ? Conditions de travail, qualité des emplois, choix managériaux, santé et sens du travail, Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET) et Centre de recherche sur l'expérience, l'âge et les populations au travail (Gis CREAPT), Cnam, Paris, 6 décembre 2023.

Sur le thème « Emploi, chômage et politique d'emploi »

Solveig Grimault

- « Expérience et accompagnement », 14ème rencontre KELVOA, « Accompagner les personnes en transition professionnelle aujourd'hui », Paris, 27 juin 2023.
- « Valoriser la dimension expérientielle et pédagogique de l'accompagnement à la création avec l'AFEST », 9ème Congrès des acteurs de la création et transmission d'entreprise, Sète, 7 septembre 2023
- « La médiation, un art de l'occasion », TRANSFER-IOD / D2C, Bordeaux, 13 décembre 2023

Annie Jolivet

- « Trajectoires des dispositifs et parcours avant la retraite », Meeting départemental pour nos retraites, CGT Isère, Grenoble, 28 février 2023 https://www.facebook.com/CGT38/videos/602339157941212/
- Avec M. Martin et S. Pasquier (2023), « Quelles perspectives les entreprises proposent-elle aujourd'hui aux seniors ? », Soirée débat Syndex, 11 mai, Paris.
- « Pénibilité du travail et retraite : une comparaison internationale des dispositifs existants », Séminaire du CREAPT « Les fins de vies actives à l'épreuve des conditions de travail », Cnam, Paris, 15 et 16 mai 2023 (actes à paraître).

- « Pénibilité du travail et retraite : une comparaison internationale des dispositifs existants », Les rendez-vous du dialogue social, Institut du travail de Strasbourg et DREETS Grand Est, webinaire, 24 mai 2023.
- Avec Brunet Carole, Laussu Jennifer et Rieucau Géraldine (2023), « Construire les métiers, les emplois et les formations de la transition écologique », Séminaire Transversal du Centre d'études de l'emploi et du travail, Noisy le Grand, 30 mai 2023.
- Avec Légé Philippe et Rieucau Géraldine « L'agent.e valoriste en recyclerie : un métier au cœur des enjeux de la transition écologique et sociale », 12ème congrès de l'Association française d'économie politique, Université Paris Cité, Paris, 4-7 juillet 2023.
- Avec Laussu Jennifer « La professionnalisation des activités de valorisation des déchets : analyse des emplois et des formations dans une recyclerie de l'Oise », 42ème journées de l'Association d'Économie Sociale, Perpignan, 28-29 août 2023.
- Conférence introductive « Emploi des seniors : fins de carrière, travail et emploi », 8ème Journée de l'Institut Santé-Travail Paris-Est (IST-PE), « Fin de carrière, santé et travail », Créteil, 23 novembre 2023.
- Fulcrums from field research on older workers' employment and firms' practices, Forum « How to cope with environmental and digital transformations - Entrepreneurship and organizational creativity », Japan Society for the Promotion of Science, University of Strasbourg and Toyo University, Strasbourg, 14-15 November 2023.
- Avec Thomas Amossé, Maëlezig Bigi, Laurent Cappelletti, Catherine Delgoulet, Christine Erhel, Nathalie Greenan, Annie Jolivet, Malo Mofakhami, Silvia Napolitano et Héloïse Petit avec Mikaël Beatriz, Ministère du Travail, Dares, Hélène Garner, France Stratégie et Dr Agnès Martineau-Arbès, Safran Aircraft Engines (2023), Que sait-on du travail ? Conditions de travail, qualité des emplois, choix managériaux, santé et sens du travail, Centre d'études de l'emploi et du travail (CEET) et Centre de recherche sur l'expérience, l'âge et les populations au travail (Gis CREAPT), Cnam, Paris, 6 décembre 2023.

Sur le thème « Salaires, revenus et protection sociale »

Noélie Delahaie

- « Pratiques d'entreprise et négociations salariales », FESES FO, ISST, Bourg-la Reine, septembre 2023.
- « De la diversité des politiques de rémunération à leur négociation », intervention dans le cadre du séminaire des animateurs du Centre de Formation des Militants Syndicalistes (CFMS) de Force Ouvrière, août 2023, Paris.

Frédéric Lerais

- « Rapport mondial sur les salaires 2022-23 ». Participation au webinaire de présentation et de discussion du Rapport mondial sur les salaires 2022-23, le 31 mai 2023.
- Syndex

François-Xavier Devetter

- « Investir dans le secteur du soin et du lien aux autres : un enjeu de l'égalité entre les femmes et les hommes » 9 novembre 2023. Journée d'étude CESE - CGT au Conseil économique, social et environnemental. Intervention lors de la 1ère session.

Christèle Meilland, Touahria-Gaillard et Arnaud Trenta

- « Les circuits territorialisés de l'accès au droit des personnes âgées en perte d'autonomie » Communication au Congrès de l'Association française de sociologie (AFS), juillet 2023, Lyon, France

Sur le thème « Formation des revenus primaires, des salaires et des autres formes de rémunération »

Pierre Concialdi

- Participation à la 21ème conférence internationale des statisticiens du travail (Genève, 11-20 octobre 2023). Membre de la délégation des experts du groupe des travailleurs. Participation prévue à divers groupes de travail mis en place à l'issue de la conférence, en particulier sur les normes statistiques concernant les revenus liés à l'emploi.

Noélie Delahaie

- « Pratiques d'entreprise et négociations salariales », Stage FO, ISST, Bourg-la Reine, septembre 2023.
- « De la diversité des politiques de rémunération à leur négociation », intervention dans le cadre du séminaire des animateurs du Centre de Formation des Militants Syndicalistes (CFMS) de Force Ouvrière, août 2023, Paris.

Antoine Math

- « La directive européenne sur les salaires minimaux adéquats : mise en perspective et enjeux », intervention au séminaire « La directive sur les salaires minimaux adéquats dans l'Union européenne », Université Cergy Paris Université, 23 février 2023.
- « Inflation, salaires. Réponses des États, revendications des salariés », intervention lors des journées d'étude « Syndicalisme(s) et conflits du travail : perspectives comparées », Université libre de Belgique, Bruxelles, 23 mars 2023.
- « Les salaires au piège de l'inflation. Quelles revendications syndicales dans le nouveau contexte économique européen ? », Intervention lors de la Conférence franco-allemande, Friedrich Ebert Stiftung et IRES, 17 mai 2023, Paris.
- « Inflation et salaires : des réponses de l'État aux revendications des salariés », communication lors de la Journée d'étude « Partage de la valeur : de la loi « pouvoir d'achat » aux négociations salariales », IRT Marseille, Aix-Marseille Université, 21 septembre 2023.

Sur le thème « Redistribution, politiques sociales et moyens d'existence »

Antoine Math

- « Points saillants en matière de protection sociale des étrangers », intervention lors de la journée d'étude « actualité du droit des étrangers », DUDsE, Université Lyon 2, 22 mars 2023.
- « Pouvoir d'achat des familles en période d'inflation. Approche par les budgets de référence et les budgets types UNAF », présentation d'une note, séance du Conseil de la famille, Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge, 30 mai 2023, Paris.
- « La notion de contributivité », discussion d'une recherche lors du séminaire "Le financement des assurances sociales est-il devenu politiquement insoutenable ?", Sciences Po 22 juin 2023, Paris.
- « l'Histoire de la Sécu », intervention lors du débat après la projection du film « La sociale », 28ème saison des rencontres interculturelles, Ensemble nous sommes le 10ème, 14 septembre, Paris.
- « La revalorisation des prestations sociales et familiales en période de forte inflation », présentation d'une note, séance du Conseil de la famille, Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge, 26 septembre 2023, Paris.
- « La protection sociale des personnes migrantes en précarité administrative ou sans ressources vivant en France », Intervention lors du séminaire Les frontières de la protection sociale, Secours Catholique, 15 décembre 2023, Issy-les-Moulineaux.

Arnaud Trenta

- Présentation d'une communication intitulée: « What room for maneuver for policy options in the post-NPM context and in multilevel governance setting in Paris, Lyon and Marseille? », avec Olivier Giraud et Abdia Touahria-Gaillard, Transforming Care Conference, 26-28 juin 2023, Sheffield, Angleterre
- Présentation d'une communication intitulée: « Local Government of Long-Term Care Policies in France », World Congress of Political Science (AISP), 15-19 juillet 2023, Buenos Aires, Argentine
- Présentation d'une communication intitulée : « Escalas de acción pública y burocracias de calle en el acceso a los derechos de las personas mayores dependientes en Francia », Congrès de la Société argentine d'analyse politique (SAAP), 18-21 juillet 2023, Buenos Aires, Argentine

Catherine Vincent et Michèle Tallard

- « L'État et les salaires depuis 1945 », 22 – 23 juin 2023. Participations à ce colloque organisé par le Comité d'histoire de l'administration du travail de l'emploi et de la formation professionnelle au Ministère du travail, du plein-emploi et de l'insertion (Paris 15ème). Communication : La politique "bas et moyens salaires"" de 1990-1992, moment privilégié des rapports de l'Etat à la régulation conventionnelle des salaires.

Sur le thème « Transformations des systèmes productifs, macroéconomie »

Odile Chagny

- Participation au conseil des acteurs de l'Autorité des Relations Sociales des Plateformes d'Emploi, 13 décembre 2023
- Participation au wébinaire "IA générative et emploi : une analyse globale des effets potentiels sur la quantité et la qualité de l'emploi", Webinaire organisé par le Bureau de l'OIT pour la France, Paris, le 12 décembre 2023, discussion du policy brief de l'ILO.
- Participation au COMEX élargi du Labor IA du 8 décembre, Paris
- Animation de l'atelier du projet DIALIA, 7 décembre 2023
- Participation au conseil d'administration de l'Autorité des Relations Sociales des Plateformes d'Emploi, 28 novembre 2023
- Audition dans le cadre du comité de l'IA générative, 27 novembre 2023
- Animation de l'atelier du projet DIALIA, 23 novembre 2023
- Participation à la Commission d'Orientation Aract ID, 20 novembre 2023, Paris
- Intervention au stage ISSTO CFDT "Intelligence Artificielle et organisation du travail", sur le thème "La gouvernance de l'IA, outiller le dialogue social", 16 novembre 2023, Rennes
- Intervention dans le cadre des ateliers DATAKRAFT "Dialogue social et Intelligence Artificielle", sur le thème du dialogue social technologique, avec Nicolas Blanc (CFE CGC) et Pierrette Howayek, Paris, le 8 novembre 2023
- Séminaire de travail du Projet Européen « Team Hub », Participation et présentation, Varsovie, 30 octobre 2023.
- « Numérique en communs », 19-20 octobre 2023. Participation à la masterclass « IA au travail : comment mettre (aussi) la technologie au service des travailleurs ? »
- Animation de l'atelier du projet DIALIA, 18 octobre 2023
- « Comment l'intelligence artificielle transforme les pratiques de recrutement ? » Présentation intitulée « Le dialogue social comme forme de régulation bottom up de l'IA » dans le cadre du cycle de rencontres organisé par la Mission animation de la recherche de la Dares du 12 septembre au 10 octobre 2023.
- Participation aux ateliers de capitalisation organisés par l'ANACT, dans le cadre de la fabrique CTO sur le dialogue social technologique, Lyon, le 4 octobre 2023
- Participation au COMEX élargi du Labor IA du 26 septembre, Paris
- Animation de l'atelier du projet DIALIA, 7 septembre 2023
- Animation de l'atelier du projet DIALIA, 12 juillet 2023
- Conférence finale du Projet « Don't GIG UP Never ! » à Rome, 7 juillet 2023. Participation à la conférence finale, présentation des résultats pour la France.

- « Digitalisation de l'entreprise et transformation du travail à l'heure des big data », 30 juin 2023. Présentation du projet SecoIA Deal dans le cadre des Ateliers de la 37e session Nationale de l'INTEFP, Immeuble Chaban Delmas, Assemblée Nationale.
- Animation de l'atelier du projet DIALIA, 22 juin 2023
- Animation de l'atelier du projet DIALIA, 31 mai 2023
- « Fighting back against algorithmic management from the bottom up », 20 juin 2023. Participation au Workshop, sur la thématique « Social dialogue, the bottom-up governance of AI ». Bonavero Institute of Human Rights, Université d'Oxford.
- Intervention dans le cadre de l'émission BSMART, présentation du projet SECOIA DEAL, 17 mai 2023
- Débat en ligne sur le travail des plateformes en France, Grèce, Italie et Allemagne, Friedrich Ebert Stiftung, 11 mai 2023. Participation et présentation sur la situation en France.
- Participation au Conseil d'administration de l'ARPE – 19 avril 2023
- Séminaire de travail du Projet Européen « Don't Gig UP Never ! », Participation et présentation, Madrid, 18 avril 2023.
- Participation au conseil d'administration de l'Autorité des Relations Sociales des Plateformes d'Emploi, 18 avril 2023
- « Digitalisation de l'entreprise et transformation du travail à l'heure des big data », Lyon, 27 et 28 mars 2023. Module de la 37e session de l'INTEFP "Digitalisation de l'entreprise et transformation du travail à l'heure des big data".
- Participation au séminaire de travail de la Fabrique CTO de l'ANACT sur le dialogue social technologique, Paris, le 8 mars 2023
- Séminaire de travail du Projet Européen « Don't Gig UP Never ! », Varsovie, 2 mars 2023. Participation et présentation d'Odile Chagny.
- Conférence finale du Projet SECoIA Deal, Bruxelles, 17 janvier 2023. Participation au titre de la co-coordination du projet.

Kevin Guillas-Cavan

- Fête de l'Humanité, « Quelle industrie ferroviaire pour répondre aux besoins de décarbonation des transports ? », Débat avec Boris Amoroz, DSC CGT Alstom, 17 Septembre 2023, Plessis-Pâté.

Annie Jolivet

- Brunet Carole, Jolivet Annie, Laussu Jennifer et Rieucau Géraldine (2023), « Construire les métiers, les emplois et les formations de la transition écologique », Séminaire Transversal du Centre d'études de l'emploi et du travail, Noisy le Grand, 30 mai 2023.
- Jolivet Annie, Légé Philippe et Rieucau Géraldine (2023), « L'agent.e valoriste en recyclerie : un métier au cœur des enjeux de la transition écologique et sociale », 12ème congrès de l'Association française d'économie politique, Université Paris Cité, Paris, 4-7 juillet 2023.

- Jolivet Annie et Laussu Jennifer (2023), « La professionnalisation des activités de valorisation des déchets : analyse des emplois et des formations dans une recyclerie de l'Oise », 42ème journées de l'Association d'Économie Sociale, Perpignan, 28-29 août 2023.

Claude Serfati

- Organisation d'un séminaire sur son ouvrage « L'Etat radicalisé. La France à l'ère de la mondialisation armée » (La fabrique éditions, novembre 2022) à :

Université Sorbonne Paris Nord, séminaire CEPN, 7 avril 2023

Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM), Globalization, knowledge and development program. economic research institute, 10 novembre 2023

- Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Séminaire au Département d'études anglophones, 4 décembre 2023
- Présentation d'une communication intitulée « Paix des marchés et guerre économique : regard sur la mondialisation armée », Séminaire Science Po, Bordeaux « Violence, conflits et capitalismes : vers une (dé)régulation ? », 26/27 octobre 2023
- Présentation d'une communication intitulée : « Les stratégies des grandes entreprises françaises » au séminaire I.G. Metall, Cogestion, culture de management et stratégies d'entreprise dans les entreprises françaises, Francfort, 14 novembre 2023

Marcus Kahmann et Claude Serfati

- Séminaire IG Metall, 14-15 novembre 2023. Participations au séminaire de formation en direction des élus du Comité d'entreprise (Betriebsrat) des filiales allemandes de groupes français, à Francfort.

Interventions sur d'autres thèmes

Thomas Coutrot, Noélie Delahaie, François-Xavier Devetter et Frédéric Lerais

41st Conference of the International Working Party on Labour Market Segmentation (IWPLMS). Participations au colloque se tenant du 14 au 16 septembre au CNAM (Paris).

Noélie Delahaie, Anne Fretel et François-Xavier Devetter

XIIe Congrès de l'Association Française d'Economie Politique, 4-7 juillet 2023 à Paris. Intervention de Noélie Delahaie et Anne Fretel sur les négociations de branche. Intervention d'Axel Magnan sur le recours aux salariés précaires dans l'agriculture. Intervention de François-Xavier Devetter sur les salaires des métiers du lien et du soin

Cristina Nizzoli et Thomas Coutrot

1e journée d'études Mondes du travail, 9 juin 2023. Participation à cette journée d'études sur le thème « Crises du travail : analyses et propositions ».

Antoine Math et Frédéric Lerais

Conférence « Les salaires au piège de l'inflation », 17 mai 2023. Participation d'Antoine MATH et Frédéric LERAIS à la conférence "Les salaires au piège de l'inflation : quelles revendications syndicales dans le nouveau contexte économique ?" organisée par le Friedrich Ebert Stiftung, le 17 mai 2023

Cristina Nizzoli et Sophie Beroud

- Journée d'étude : Réformes de la représentation du personnel et du « dialogue social », 5 décembre 2022. Intervention dans le cadre de la journée d'étude organisée par l'Institut Régional du Travail à l'Université Aix-Marseille le 5 décembre 2023.

Auditions et comités scientifiques

Odile Chagny

- Membre du Conseil d'Administration et du Conseil des acteurs de l'ARPE , personnalité qualifiée
- Membre du Conseil d'Orientation de l'ARACT Ile de France, personnalité qualifiée
- Participation au Conseil Scientifique de la 38e session de l'INTEFP
- Audition par le comité de l'IA générative

Anne Fretel

- Membre du comité scientifique d'évaluation des expérimentations relatives aux Entreprises adaptées (DGEFP)

Solveig Grimault

- Présidente du comité scientifique d'évaluation des expérimentations relatives aux entreprises adaptées (DGEFP)
- Membre du comité scientifique de l'APEC

Conventions de recherches en cours

N° de contrat & Intitulé de recherche	Objet de la convention	Responsables	Tiers contractant	Début / Fin
285 - AO CGT Ordonnances MACRON	La mise en place des CSE dans le secteur du transport urbain de voyageur a lieu dans un contexte de préparation d'ouverture à la concurrence qui entraîne des dynamiques spécifiques sur la structuration et le fonctionnement des instances. Ce rapport financé par l'AO-CGT vise à éclairer ces effets sectoriels.	Frédéric LERAIS Kevin GUILLAS-CAVAN Cristina NIZZOLI	CGT	Sept 2019/juin 2023
289 - CNSA/IRESP	Trajectoires et expériences vécues dans les systèmes d'aide à domicile pour personnes dépendantes	Arnaud TRENTA	CNSA	2021-2025
290- SeCoIA Deal	Projet cofinancé par la Commission Européenne, rassemblant la CFE CGC, la CIDA, l'U2P, Astrees et l'IRES. visant à explorer les volets économiques et organisationnels de mise en œuvre de ces nouveaux systèmes.	Odile CHAGNY	UE	2021/2023
291- AO CFDT Politiques d'exonération sur les bas salaires	Etudes monographiques sur les effets des allègements de cotisations sociales sur les salaires et les qualifications	Frédéric LERAIS	CFDT	2021/décembre 2023
292 - UNSA EDUCATION Auto entreprenariat	Les effets de la fragmentation du monde du travail sur le rapport au collectif et au sens du travail	Arnaud TRENTA	Unsa éducation	2021/déc 2023
293 - Don't Gig UP Never	Projet cofinancé par la Commission européenne, coordonné par la Fondation Brodolini, visant à éclairer les acteurs syndicaux sur le développement des plateformes de service (aux particuliers, B2B)	Odile CHAGNY	UE	2021/2023
295 - Politiques industrielles AO CFE CGC	Politiques industrielles en France	Catherine SAUVIAT Claude SERFATI	CFE CGC	2021/2023

298- TEAM HUB	Projet cofinancé par la Commission Européenne, coordonné par la Fondation Brodolini et le syndicat CGIL, visant à explorer les impacts du développement du e-commerce et à apporter des réponses syndicales	Odile CHAGNY	UE	2022/2024
299- AMI Fabrique CTO	Projet cofinancé par l'ANACT, coordonné par l'IRES, rassemblant la CFE-CGC, FO Cadres, l'UGICT et la CFDT, pour réfléchir à un référentiel de déclinaison de l'accord cadre européen sur la digitalisation, volet IA	Odile CHAGNY	ANACT	2022/2024
300 - AO FO : Index égalité	Index d'égalité professionnelle hommes-femmes. Convention FO-IRES qui vise à analyser l'index d'égalité professionnelle hommes-femmes et son usage par les syndicats dans la négociation.	Christèle MEILLAND	FO	2023/2024
301 - AURELIA (Autonomie)	Régimes d'autonomie dans le soin de longue durée : instrumentation et territoires	Arnaud TRENTA	ANR	2023/2028
302 - Comités d'entreprise européens (ORA 7) EWCaB	Impact du Brexit sur les Comités d'entreprise européens. Projet européen financé par l'ARN, le DFG (Allemagne) et le B visant à étudier la stabilité des comités européens d'entreprise quand l'obligation légale de représentation disparaît comme pour les filiales britanniques des groupes multinationaux après le Brexit.	Marcus KAHMANN Kevin GUILLAS CAVAN	ANR	2023/2025
303 - AO FO salariés de 2e ligne	Paroles de salariés de « la deuxième ligne » : enjeux de connaissance et de reconnaissance	FX DEVETTER	FO	juin 2023/nov 2024
304- CNAF	Les effets de la rémunération des proches aidants sur la conciliation entre activité d'aide, vie personnelle et vie professionnelle	Arnaud TRENTA	CNAF	juillet 2023/ juin 2024
305 - AO CFE CGC "bacs à sable"	le dialogue social, la nécessaire gouvernance ascendante de l'IA dans les entreprises	Odile Chagny	CFE CGC	Oct. 23/Sept 24
306 INRAE	Le TO/DE, vecteur de la précarisation de l'emploi salarié agricole ?	Axel MAGNAN	INRAE	Nov 23/ Déc 24
307 - AO CGT	Les enquêtes syndicales de la CGT sur le travail réel : un bilan d'expériences	Thomas COUTROT	CGT	Nov 23/ Déc 25

L'équipe de l'IRES en janvier 2024

Équipe de recherche :	Odile Chagny Noélie Delahaie François-Xavier Devetter Saphia Doumenc Anna Frisone Solveig Grimault Kevin Guillas-Cavan Marcus Kahmann Axel Magnan Antoine Math Virginia Mellado Christèle Meilland Cristina Nizzoli Arnaud Trenta Catherine Vincent
Personnel non chercheur :	Caroline Aujoulet, assistante de direction Julie Baudrillard, secrétaire de rédaction, chargée de communication Lyubica Curich, infographiste Guillaume Heintz, documentaliste, webmaster Nadège Mousset, comptable
Chercheurs associés :	Pierre Concialdi Thomas Coutrot Jeanne Fagnani Anne Fretel Jacques Freyssinet Odile Join-Lambert Annie Jolivet Jean-Marie Pernot Udo Rehfeldt Catherine Sauviat Claude Serfati Michèle Tallard
Direction :	Frédéric Lerais, directeur général Benoît Robin, directeur adjoint en charge de la documentation Bruno Rouquet, directeur administratif & financier